



Annexes

Annexe 1 - Lexique.....	69
Annexe 2 - Publications statistiques – sélection.....	73
Annexe 3 - Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires.....	122
Annexe 4 - Mise à disposition de résultats infra-communaux.....	124
Annexe 5 - Focus sur les indicateurs de convergence de la loi égalité réelle outre-mer.....	125
Annexe 6 - Bilan des accords-cadres DGom-Insee.....	128

Annexe 1 - Lexique

Acemo	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre »
Acemo-DSE	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur le dialogue social en entreprise »
Acemo-PIPA	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur l'enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne entreprise et l'actionnariat des salariés »
Acemo-TPE	Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre sur l'enquête sur les petites entreprises »
ACM	Accueil collectif de mineurs
Across	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
Adeli	Automatisation des listes (système d'information national portant sur les professionnels de santé)
Ademe	Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie
AFD	Agence française de développement
AIE	Agence internationale de l'énergie
ANLCI	Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
Antipol	Enquête annuelle « sur les investissements pour protéger l'environnement »
APE	Activité principale exercée
ARS	Agence régionale de santé
Aspic	Accès des services publics aux informations sur les collectivités
Badiane	Base de données inter-administrative des établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS)
BAFA	Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
BAFD	Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur
BDF	Enquête « Budget de famille »
BIT	Bureau international du travail
BJEPS	Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport
BPE	Base permanente des équipements
BRPP	Base des répertoires des personnes physiques
CAF	Caisse d'allocations familiales
Cassiopée	Logiciel de gestion des tribunaux de grande instance pénaux
CDTM	Comité Départemental du Tourisme de Mayotte
CepiDC	Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès
Cerom	Comptes économiques rapides pour l'outre-mer
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires
CIS	Enquête annuelle communautaire sur l'innovation
Citepa	Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique
Cnaf	Caisse nationale des allocations familiales
Cnam	Caisse nationale d'assurance maladie
Cnav	Caisse nationale d'assurance vieillesse
Cnis	Conseil national de l'information statistique

COM	Collectivité d'outre-mer
CPF4	Classification des produits française – niveau groupe
Criem	Centre de Ressources Interrégional pour les Enquêtes – Ménages (Insee)
CVS	Enquête « Cadre de vie et sécurité »
CVS-CJO	Correction des variations saisonnières - correction des jours ouvrables
DADS	Déclaration annuelle de données sociales
Dares	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques – Service statistique ministériel - Ministère du Travail
Davar	Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales
DCN	Département des comptes nationaux (Insee)
DDAR	Direction de la diffusion et de l'action régionale (Insee)
DEFM	Demandeurs d'emploi en fin de mois
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Service statistique ministériel - Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Dessi	Département des études, des statistiques et des systèmes d'information – Service statistique ministériel - Ministère de l'Action et des Comptes publics
DGCL	Direction générale des Collectivités locales
DGEE	Direction générale de l'éducation et des enseignements
DGFIP	Direction générale des Finances publiques
DGom	Direction générale des outre-mer
Dirag	Direction inter-régionale Antilles-Guyane (Insee)
Djepva	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
DMMO	Déclarations des mouvements de main-d'œuvre
DOM	Département d'outre-mer
DR	Direction régionale (Insee)
Drees	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques – Service statistique ministériel - Ministère des Solidarités et de la Santé
DRJSCS	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DROM	Départements et régions d'outre-mer
DSN	Déclaration sociale nominative
EACEI	Enquête annuelle sur la consommation d'énergie dans l'industrie
Ecmoss	Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et sur la structure des salaires
EDP	Échantillon démographique permanent
EEC	Enquête emploi en continu
Elisa	Extranet local pour l'indemnisation et le suivi des accueils de volontaires en service civique
ENPPS	Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives
Epi	Enquête Parc immobilier
EPTB	Enquête sur le prix des terrains et du bâti
ERFS	Enquête sur les revenus fiscaux et sociaux
ES-handicap	Enquête auprès des établissements pour enfants et adultes handicapés
Esane	Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises
Escapad	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'Appel de préparation à la Défense
Esem	Enquête structurelle des entreprises de Mayotte
ESPAD	European School Project on Alcohol and other Drugs
ETP	Équivalent temps plein
Eurostat	Direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire

Filocom	Fichier des logements par commune
Filosofi	Dispositif sur les revenus localisés sociaux et fiscaux
Finess	Fichier national des établissements sanitaires et sociaux
Fnors	Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé
Foromes	Formations et diplômes de l'animation et du sport
Gis Sol	Groupement d'intérêt scientifique sur les sols
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
IEOM	Institut d'émission d'outre-mer
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IPA	Enquête Insertion professionnelle des apprentis
IPC	Indice des prix à la consommation
IRIS	Îlots regroupés pour l'information statistique (découpage géographique)
Isee	Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie
ISPF	Institut de statistique de Polynésie française
IUT	Institut universitaire de technologie
IVA	Enquête Insertion dans la Vie Active
IVG	Interruptions volontaires de grossesse
IVQ	Enquête « Information et vie quotidienne »
JDC	Journée Défense et Citoyenneté
KABP	Knowledge, attitudes, beliefs and practices
LTECV	Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte
Lucas	Land Use/Cover Area frame statistical survey
Medes	Mission « Enquêtes, données et études statistiques » – Service statistique ministériel – Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
MSA	Mutualité sociale agricole
NA129	Nomenclature agréée de la CPF à 129 positions
Nuts2	Nomenclature des unités territoriales statistiques – niveau 2
Namea-Air	National Accounting Matrix Including Environmental Accounts
Ocean	Outil de coordination des enquêtes annuelles
Odeadom	Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OFGL	Observatoire des finances et de la gestion publique locale
ONDRP	Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale
Otex	Orientation technico-économique des exploitations
PCH	Prestation de compensation du handicap
PIB	Produit intérieur brut
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
PSQS	Portail de suivi quotidien du sportif
QPV	Quartier prioritaire de la ville
R&D	Enquête « Recherche et développement »
REI	Répertoire des éléments d'imposition
Rein	Réseau épidémiologie et information en néphrologie
RERS	Repères et références statistiques
RES ou DataES	Recensement des équipements sportifs
RFL	Revenus fiscaux localisés

RGA	Recensement général agricole
Rica	Réseau d'information comptable agricole
RIL	Répertoire d'immeubles localisé
RNIPP	Répertoire national d'identification des personnes physiques
RP	Recensement de la population
RSA	Revenu de solidarité active
RUP	Région ultrapériphérique
SAA	Statistique agricole annuelle
SAE	Statistique annuelle des établissements
SDES	Service de la donnée et des études statistiques – Service statistique ministériel - Ministère de la Transition écologique et solidaire
Siasp	Système d'information sur les agents des services publics
Siera	Système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité
Sies	Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – Service statistique ministériel – Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
Silc	Statistics on income and living conditions
Sine	Système d'information sur les nouvelles entreprises
Sirene	Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements
Sirus	Système d'identification au répertoire des unités statistiques
Sitadel	Base des permis de construire
Sniir-AM	Système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie
SRCV	Statistiques sur les ressources et les conditions de vie
SSM	Service statistique ministériel
SSMSI	Service statistique ministériel de la sécurité intérieure – Service statistique ministériel – Ministère de l'Intérieur
Staps	Sciences et techniques des activités physiques et sportives
Statiss	Statistiques et indicateurs de la santé et du social
STS	Section de technicien supérieur
STSEE	Service territorial de la statistique et des études économiques du Territoire des îles Wallis et Futuna
Teruti	Enquête sur l'occupation et l'utilisation du territoire
TGI	Tribunal de grande instance
Tremi	Enquête Travaux de rénovation énergétique des maisons individuelles

Annexe 2 – Publications statistiques - sélection

La liste des publications statistiques ci-après n'a pas vocation à être exhaustive. Elle présente des publications de référence contenant des données sur au moins un DROM ou un COM, parmi les plus récentes mises en ligne principalement par le service statistique public. La sélection, nécessairement subjective, vise à donner un aperçu de la diversité des données et études existantes.

Publications multi-thèmes

Certaines publications abordent des thèmes différents dans une même édition. Afin d'éviter leur duplication dans les chapitres suivants et pour chaque géographie, elles sont listées ci-après.

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilan économique 2018](#)

Les bilans économiques régionaux présentent les principales données économiques par thématique : emploi, chômage, transports, tourisme, création d'entreprises, construction. Des thèmes propres à chaque région complètent ces panoramas.

Source : Insee Conjoncture – Juin 2019

[Eurostat regional yearbook 2018](#)

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants: politiques régionales et priorités de la Commission européenne, population, santé, éducation et formation, marché du travail, économie, statistiques structurelles sur les entreprises, recherche et innovation, économie et société numériques, tourisme, transport et agriculture.

Source : Eurostat – Septembre 2018

[Rapports annuels](#)

Situation économique et financière de chaque département et collectivité.

Source : IEDOM/IEOM – Édition 2018

[Tableau de bord économique](#)

Trimestriel - principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques - Cinq DROM et Nouvelle-Calédonie.

Source : Cerom - 2019

[Statistiques locales](#)

De la région à la commune, des centaines d'indicateurs accessibles par thème.

Source : Insee, statistiques locales – 2019

[Dossier complet](#)

Évolution et structure de la population, population active, emploi et chômage, logement, diplômes – formation, tourisme, entreprises, salaires et revenus d'activité, etc. Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités

Source : Insee, RP 2011 2016, Sirene, Clap, Dads – Juin 2019

[Régions et villes illustrées](#)

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants : économie, population, santé, éducation, marché du travail, tourisme, économie et société numériques, agriculture, sciences et technologie, démographie.

Source : Eurostat - 2018

[Panorama statistique : jeunesse, sport, cohésion sociale](#)

Ce Panorama est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio-culturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Source : DREES, MEDES, DRJSCS – Mai 2018

Saint-Martin

[Saint-Martin : Terre d'accueil et de contrastes](#)

Situé à équidistance de la Guadeloupe et de Porto Rico, Saint-Martin est un territoire marqué par les contrastes. Cette Collectivité d'Outre-mer, tout aussi jeune que sa population, est soumise à une dynamique migratoire continue et a connu une très forte croissance démographique de nature exponentielle dans les années 90. Orientée économiquement autour d'une mono-industrie touristique, elle n'en reste pas moins toujours exposée aux aléas climatiques, variations de parités monétaires et migrations économiques. Ce contexte socio-économique particulier unit Saint-Martin et Sint Maarten. Avec un niveau de formation toujours en retrait, un emploi informel important et des établissements quasi exclusivement sans salarié, l'accès à emploi demeure difficile pour les jeunes et fragilise une partie de la population. La préservation de ses aménités et de son identité culturelle seront ses principaux atouts dans un environnement concurrentiel grandissant.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°24 – juin 2017

Démographie (recensement de la population & état civil⁴⁸)

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Il existe de nombreuses données disponibles sur le recensement de la population et l'état-civil sur le site Insee.fr.

Parmi celles-ci :

[Populations légales 2016](#)

Recensement de la population 2016 par régions, départements, arrondissements, cantons et communes, collectivités d'outre-mer et liens pour accéder aux résultats de La Nouvelle-Calédonie (2014), la Polynésie française (2017) et Wallis-et-Futuna (2018).

Source : Insee, chiffres détaillés – Décembre 2018

Recensement de la population – Résultats 2016 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... plus de 70 accès possibles sur le site Insee.fr, parmi lesquels :

- [Population par sexe, âge et catégorie de population](#)
- [Couples -familles – ménages](#)
- [Etrangers – immigrés](#)

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2019

[Taux de natalité, âge moyen de la mère à la naissance en 2018 et nombre de naissances en 2017](#)

Comparaisons régionales et départementales

Source : Insee, Chiffres-clés – Avril 2019

[Naissances 2017](#)

Source : Insee, Insee résultats – Septembre 2018

[Décès 2017](#)

Source : Insee, Insee résultats – Octobre 2018

[Mariages 2017](#)

Source : Insee, Insee résultats – Février 2019

Et aussi sur ce thème :

[Les mobilités résidentielles en France : tendances et impacts territoriaux](#)

Aux échelles régionales et départementales, les mobilités résidentielles accroissent les disparités de dynamisme entre les territoires. Dans le Nord et l'Est et dans les départements d'outre-mer, le déficit d'attractivité perdurant modifie même la structure de la population (vieillesse, départ des plus diplômés).

Source : CGET, rapport de l'observatoire des territoires – Janvier 2019

⁴⁸ Chapitres 2.1 et 2.2 du présent rapport

Guadeloupe

[Recensement de la population en Guadeloupe : 394 110 habitants au 1er janvier 2016](#)

Au 1^{er} janvier 2016, la Guadeloupe compte 394 110 habitants, soit 10 525 de moins qu'en 2011. Avec la Martinique, ce sont les deux seules régions de France à perdre des habitants. Cette baisse de la population s'explique surtout par un solde apparent des entrées sorties négatif qui n'est pas compensé par le solde naturel pourtant positif.

Source : Insee Flash Guadeloupe N°107 – Décembre 2018

[Bilan démographique - Un vieillissement accentué par les migrations](#)

Au 1^{er} janvier 2016, 394 110 personnes résident en Guadeloupe. Entre 2011 et 2016, la région a perdu plus d'habitants qu'elle n'en avait gagné lors de la période précédente (2006-2011). Cette situation s'explique par un déficit migratoire persistant et une fécondité inférieure au seuil de renouvellement des générations.

Source : Insee Flash Guadeloupe N° 109 – Janvier 2019

Martinique

[Recensement de la population en Martinique : 376 480 habitants au 1er janvier 2016](#)

Au 1^{er} janvier 2016, la Martinique compte 376 480 habitants, soit 15 827 personnes de moins qu'en 2011. Avec une baisse annuelle moyenne de 0,8 % au cours de ces cinq années, c'est la région française qui se dépeuple le plus. Cette situation s'explique par un solde apparent des entrées sorties négatif qui n'est pas compensé par le solde naturel.

Source : Insee Flash Martinique N°108 – Décembre 2018

[Bilan démographique - Natalité et fécondité en forte baisse](#)

Avec 376 480 habitants au 1^{er} janvier 2016, la Martinique compte 15 827 personnes de moins qu'en 2011. Le départ de nombreux jeunes Martiniquais vers la France métropolitaine est à l'origine du déficit démographique. En 2017, le nombre de décès se rapproche du nombre de naissances. Les mariages sont en hausse.

Source : Insee Flash Martinique N°110 – Janvier 2019

Guyane

[La population guyanaise à l'horizon 2050 : vers un doublement de la population ?](#)

Au 1^{er} janvier 2050, selon les hypothèses retenues dans cette étude, la Guyane compterait 428 000 habitants, soit 184 000 de plus qu'en 2013. En près de quarante ans, la Guyane tendrait ainsi vers un doublement de sa population.

Source : Insee Analyses Guyane N°39 – Mars 2019

[La Guyane, une région jeune et cosmopolite](#)

Au 1^{er} janvier 2015, 259 865 personnes habitent en Guyane. Selon les estimations, la population s'établirait à 281 612 habitants au 1^{er} janvier 2018. La croissance démographique reste soutenue (+ 2,6 % par an en moyenne entre 2010 et 2015). Le solde naturel est le principal moteur de l'accroissement démographique, amplifié par un solde apparent d'entrées sortie positif. Résultant de périodes discontinues de fortes immigrations, la population guyanaise est cosmopolite : en 2015, un habitant sur trois est de nationalité étrangère.

Source : Insee Analyses Guyane N° 35 – Janvier 2019

[Recensement de la population en Guyane : 269 352 habitants au 1^{er} janvier 2016](#)

Au 1^{er} janvier 2016, la Guyane compte 269 352 habitants, soit 31 803 personnes de plus qu'en 2011. C'est la plus forte croissance démographique de France, derrière celle de Mayotte. L'Ouest Guyanais est le territoire où la population augmente le plus vite devant l'agglomération de Cayenne.

Source : Insee Flash Guyane N° 99 – décembre 2018

La Réunion

[Naissances et décès sont stables en 2017](#)

En 2018, 862 300 personnes vivent à La Réunion. La population continue de croître à un rythme supérieur à celui de la métropole : + 0,6 % par an entre 2009 et 2018, contre + 0,4 %. Le solde naturel, différence entre les naissances et les décès, reste le moteur de la croissance démographique. Il se stabilise en 2017, car les naissances et les décès sont restés stables.

Source : Insee Flash Réunion N° 148 - Janvier 2019

[852 900 habitants au 1^{er} janvier 2016](#)

Au 1^{er} janvier 2016, 852 924 personnes résident à La Réunion. La population progresse de 0,6 % par an depuis 2011, plus vite qu'en France métropolitaine (+ 0,4 %). La croissance démographique est portée par le solde naturel, marqué par un excédent des naissances sur les décès. Elle est freinée par des départs à présent plus nombreux que les arrivées. La croissance démographique de l'île est ainsi deux fois moins forte qu'entre 2006 et 2011.

Source : Insee Flash La Réunion- N° 146 – décembre 2018

[Les couples à La Réunion - Davantage d'unions libres et peu de Pacs](#)

En 2016, à La Réunion les personnes vivant en couple dans le même logement se tournent davantage vers l'union libre qu'en métropole. En revanche, seules 3 % choisissent le Pacs. Le type d'union varie fortement avec l'âge des conjoints. Les deux tiers des Réunionnais de moins de 30 ans vivant en couple sont en union libre, tandis que le mariage devient majoritaire à partir de 35 ans.

Source : Insee Flash Réunion N° 120 – Février 2018

Mayotte

À Mayotte, près d'un habitant sur deux est de nationalité étrangère

En 2017, 256 500 personnes vivent à Mayotte. Depuis 2012, la croissance de la population est particulièrement dynamique et s'est renforcée (+ 3,8 % par an en moyenne après + 2,7 % sur la période 2007-2012). Elle est principalement portée par un fort excédent des naissances sur les décès. L'excédent migratoire, redevenu positif, contribue également à l'augmentation de la population.

Source : Insee Première - N° 1737 – Février 2019

9 800 naissances en 2017 - Naissances domiciliées en 2017 à Mayotte

En 2017, 9 760 enfants sont nés de mères domiciliées à Mayotte, soit le plus haut niveau jamais enregistré. Le nombre de naissances continue d'augmenter, mais deux fois moins qu'en 2016. Les trois quarts des enfants nés en 2017 ont une mère de nationalité étrangère, comorienne pour la plupart. La moitié ont un père de nationalité étrangère.

Source : Insee Flash Mayotte N° 72 – Septembre 2018

Surmortalité des enfants et des femmes de 60 ans ou plus - Les décès à Mayotte en 2016

Du fait de la jeunesse de sa population, Mayotte est le département français où le nombre de décès par habitant est le plus faible ; La mortalité infantile et celle des seniors sont nettement plus fortes qu'au niveau national. Pour la première fois, des causes de mortalité ont pu être identifiées. Un quart des décès ont une cause indéterminée. En outre, plus de deux décès sur dix s'expliquent par des pathologies de l'appareil circulatoire. Alors qu'en métropole, les décès ont lieu généralement en milieu hospitalier, la majorité des décès à Mayotte se produisent à domicile.

Source : Insee Flash Mayotte N° 68 – Mai 2018

256 500 habitants à Mayotte en 2017 - La population augmente plus rapidement qu'avant

En septembre 2017, 256 500 personnes habitent à Mayotte. De 2012 à 2017, la population s'accroît de 3,8 % par an en moyenne. Le rythme s'accélère par rapport à la période 2007-2012, rompant avec deux décennies au cours desquelles il avait progressivement ralenti. Mayotte reste ainsi le département français ayant la plus forte croissance démographique, devant la Guyane. Les augmentations de population les plus importantes concernent les communes de Dembeni, Bandraboua, Tsingoni et Bandrele. La population se reconcentre autour de Mamoudzou.

Source : Insee Analyses Mayotte N°15 – Décembre 2017 et Insee Focus N°105 – Décembre 2017

Polynésie française

Bilan démographique 2017 : Au 31 décembre 2017, 276 300 personnes résident en Polynésie française

Par rapport au 31 décembre 2016, la population a augmenté de 950 personnes, soit + 0,3% en un an, une croissance plus faible que celle des années précédentes. L'accroissement de la population est ralenti par une natalité en baisse et le déficit migratoire. La baisse de la natalité est continue depuis 30 ans. L'accroissement de la population est lui aussi en baisse, au cours des années 90 la croissance atteignait 1,9 % par an en moyenne.

Source : Ispf, Points Forts Bilans N°6 – Mai 2019

[Mobilités résidentielles en 2017](#)

Les pratiques de mobilité résidentielle en Polynésie française témoignent d'un changement de tendance depuis 2012. Parmi les 276 000 personnes vivant en Polynésie française en 2017, 67 000 ont changé au moins une fois de résidence en cinq ans, un chiffre en diminution par rapport à la période intercensitaire précédente.

Source : Ispf, Points Forts Etudes N°4 – Mars 2019

[Le recensement de la population en Polynésie française en 2017](#)

En 2017, 276 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population a augmenté de 1 500 personnes par an, un rythme plus faible qu'auparavant. La hausse est la plus forte dans les Îles Du Vent. L'excédent des naissances sur les décès est le seul moteur de cette croissance démographique.

Source : Ispf, Points Fort Etudes N°7 – Novembre 2018 ; Insee Première n°1721 – Novembre 2018

[Wallis-et-Futuna](#)

[Recensement général de la population de Wallis-et-Futuna](#)

Historique des recensements réalisés à Wallis-et-Futuna.

Source : STSEE – 2018

Emploi, chômage, revenus d'activité⁴⁹

[Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM](#)

[Emploi et chômage dans les DOM : l'écart avec la métropole reste marqué](#)

Entre 2014 et 2018, le taux de chômage a baissé dans les quatre DOM historiques et le taux d'emploi a peu varié. L'écart avec la France métropolitaine reste stable et marqué. Mayotte se distingue nettement des autres DOM avec une situation qui s'est dégradée en quatre ans du fait notamment de la forte croissance démographique qui amène de nombreux candidats sur le marché du travail.

Source : Insee Focus N°160 – Juin 2019

[Estimations trimestrielles d'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2019 et évolutions par grand secteur d'activité](#)

Comparaisons régionales et départementales

Source : Insee Chiffres-clés – Juillet 2019

⁴⁹ Chapitre 2.3 du présent rapport

[Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2018](#)

Comparaisons régionales et départementales

Source : Insee Chiffres-clés – Août 2019

[Recensement de la population](#) – Résultats 2016 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... :

- [Population active, emploi et chômage au sens du recensement](#)
- [Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement](#)

Source : Insee Chiffres-détaillés – Juin 2019

[Rapport annuel 2018 sur l'état de la fonction publique : faits et chiffres](#)

Données par région.

Source : Dessi – Septembre 2018

[Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2nd trimestre 2019](#)

Comparaisons régionales et départementales

Source : Insee Chiffres-clés – Août 2019

[Les sortants des listes de Pôle emploi en 2016](#)

Source : Dares Résultats N°23 – Juin 2018

[L'intérim en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2017](#)

En 2017, l'intérim a encore connu en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy une progression de son activité (+10,9 %) à 1 340 Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) après une hausse sensible déjà enregistrée en 2016 (+30,3 %). Le nombre de contrats signés dans l'année a augmenté un peu plus rapidement que le volume d'activité (40 697 contrats, +14,4 %).

Source : Dieccte Guadeloupe – Juin 2018

[Les organismes de services à la personne en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2016](#)

Le nombre de structures recensées comme Organisme de Services à la Personne (OSP) s'établit à 265 en 2016 en Guadeloupe, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. 190 organismes sont déclarés non agréés et 75 sont déclarés agréés (respectivement 139 et 102 en 2015). L'agrément concerne désormais les structures opérant à destination des personnes « fragiles »

Source : Dieccte Guadeloupe – Janvier 2018

Guadeloupe

La population active continue de baisser en Guadeloupe

En 2018, la population active recule en Guadeloupe et s'établit à 153 000 personnes en âge de travailler. Le taux de chômage, parmi les plus élevés des régions françaises, est stable et concerne 23 % de la population active. L'activité salariée et le secteur tertiaire regroupent la majorité des emplois, notamment chez les femmes.

Source : Insee Analyses Guadeloupe N°36 – Avril 2019

Dépenses d'emploi, de formation et d'orientation en Guadeloupe en 2015

Les dépenses d'emploi, de formation et d'orientation professionnelles (Efop) réalisées en Guadeloupe s'élèvent à 900 millions d'euros en 2015, soit 1,0 % de l'ensemble des dépenses régionalisées. Cette proportion est supérieure au poids de la région dans la population française (0,6 %).

Source : Dieccte Guadeloupe – Juillet 2018

Martinique

Stabilité du chômage en Martinique

En 2018, la population active est stable en Martinique et s'établit à 153 000 personnes en âge de travailler. Le taux de chômage est stable et concerne 18 % de la population active. L'activité salariée et le secteur tertiaire regroupent la majorité des emplois, notamment chez les femmes.

Source : Insee Analyses Martinique N°32 – Avril 2019

Guyane

Le chômage recule en Guyane

En 2018, la population active augmente en Guyane et s'établit à 87 000 personnes en âge de travailler. Le taux de chômage, parmi les plus élevés des régions françaises, recule et concerne 19 % de la population active. L'activité salariée et le secteur tertiaire regroupent la majorité des emplois, notamment chez les femmes.

Source : Insee Analyses Guyane N°38 – Avril 2019

Inégalités femmes-hommes : en Guyane, une insertion professionnelle difficile pour les femmes

La Guyane enregistre les plus faibles taux d'activité et d'emploi de France, aussi bien chez les femmes que chez les hommes, mais aussi le plus fort écart entre taux de chômage féminin et masculin. La majeure partie des inégalités de salaires entre femmes et hommes relève de l'ancienneté sur l'emploi occupé, de l'expérience professionnelle et de pratiques salariales discriminatoires à l'égard des femmes.

Source : Insee Flash Guyane N°81 – Mars 2018

La Réunion

Le chômage et son halo augmentent en 2018

En 2018, à La Réunion, le taux de chômage s'établit à 24 %, soit une hausse de 2 points depuis 2016. Le « halo » autour du chômage continue sa progression pour atteindre 12 % de la population en 2018. Au total, à La Réunion, 149 000 personnes, dont 83 000 chômeurs au sens du Bureau International du Travail, sont sans emploi et souhaitent travailler.

Source : Insee Flash Réunion N° 154 – Avril 2019

L'entrée dans la vie professionnelle : le diplôme, accélérateur de l'insertion professionnelle

À La Réunion, 30 % des jeunes décrochent leur premier emploi moins d'un an après la fin de leurs études. Mieux formés, ils trouvent plus vite un emploi que leurs aînés. Le diplôme apparaît comme le meilleur visa pour occuper rapidement un emploi. Les jeunes diplômés du supérieur s'insèrent ainsi presque aussi vite qu'ailleurs, alors que le marché du travail est bien plus étroit sur l'île.

Source : Insee Analyses Réunion N° 36 – Décembre 2018

L'accès des femmes aux postes à responsabilités

À La Réunion, en 2014, 117 000 femmes de 15 ans ou plus travaillent. Elles occupent 47 % des emplois. C'est plus qu'en 2006 (44 %). Parallèlement, elles sont de plus en plus nombreuses à accéder à des fonctions de niveau cadre, mais restent sous-représentées : 42 % des cadres ou professions intellectuelles supérieures sont des femmes, contre 38 % en 2006. Les Réunionnaises sont alors mieux représentées qu'en province (40 %) mais moins qu'aux Antilles-Guyane (48 %).

Source : Insee Flash Réunion N° 124 – Mars 2018

Mayotte

Un taux de chômage de 35 %

Au 2^e trimestre 2018, 25 600 Mahorais sont au chômage, soit 5 000 de plus qu'un an auparavant. Le taux de chômage s'établit ainsi à 35 % (+ 5 points). En effet, alors que la population en âge de travailler est toujours plus nombreuse à se présenter sur le marché du travail, le nombre d'emplois diminue.

Source : Insee Flash Mayotte N° 82 – Février 2019

Mayotte : population active en 2017

Recensement de la population

Source : Insee Chiffres détaillés – Août 2019

Polynésie française

Le taux de chômage contenu à 14,7 %, mais de nombreux emplois fragiles

Dans l'archipel de La Société en 2018, 51 % des personnes en âge de travailler occupent un emploi. Parmi elles, une sur sept occupe un emploi fragile (contrat spécifique, stage, informel, CDD de moins de trois mois). Les jeunes de moins de 30 ans sont les plus exposés. Le taux de chômage des îles de La Société s'établit à 14,7 %.

Source : Ispf, Points Forts Etudes N°5 – Avril 2019

Nouvelle-Calédonie

Le taux de chômage s'élève à 11,6 %

En Nouvelle-Calédonie en 2017, 113 400 personnes occupent un emploi soit 60 % des personnes de 15 ans ou plus. Huit emplois sur dix sont des emplois salariés, dont la plupart sont pérennes (contrat à durée indéterminée). Le taux de chômage, mesuré pour la première fois en Nouvelle-Calédonie selon la définition du bureau international du travail (BIT), s'élève à 11,6 %

Source : Isee Synthèse 38 – Mai 2018

Wallis-et-Futuna

Demandes d'emplois de Wallis-et-Futuna

Répartition des demandeurs d'emplois de 2007 à 2018.

Source : Stsee – Mars 2019

Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie⁵⁰

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Revenus et pauvreté des ménages en 2016, dispositif Fichier localisé social et fiscal (Filosofi)

Source : Insee, base de données – Juillet 2019

Données carroyées – Filosofi 2015

Source : Insee, base de données – Juillet 2019

⁵⁰ Chapitre 2.4 du présent rapport

[Revenu disponible brut des ménages par région de 1994 à 2015](#)

Source : Insee Chiffres détaillés, Comptes économiques des ménages base 2010 – Février 2018

[L'accès au numérique pour les ménages des DOM : les jeunes bien connectés](#)

En 2017, l'équipement et l'accès au numérique dans les DOM sont proches de ceux de la métropole. La fréquence d'utilisation d'Internet dans les DOM demeure plus faible qu'en métropole. Les différences dans l'accès et l'utilisation selon l'âge, la catégorie sociale ou le diplôme y sont semblables, à ceci près qu'elles sont plus prononcées dans les DOM pour les plus âgés et les moins diplômés.

Source : Insee Focus N°159 – Juin 2019

[Comment les 18-34 ans consomment-ils en outre-mer ?](#)

Les jeunes ménages de 18-34 ans qui vivent dans un département ou une région d'outre-mer (DROM) consomment en moyenne 15 100 euros par an et par unité de consommation, soit 15 % de moins qu'un ménage du même âge en métropole. Parmi eux, les 18-24 ans consomment moins de 1 000 euros par mois et par unité de consommation (contre 1 250 euros pour les jeunes métropolitains).

Source : Drees Etudes et Résultats N°1059 – Avril 2018

[La part des femmes dans les conseils communautaires en 2019](#)

Toutes fonctions confondues (maires, adjoints, autres conseillers), la part des femmes dans les conseils municipaux en janvier 2019 est de 39,9 %.

Source : DGCL, Bis N°131, 132 – Mars 2019

[Guadeloupe](#)

[Nette amélioration du niveau de vie des Guadeloupéens entre 2001 et 2011](#)

Si les inégalités de niveaux de vie ont progressé en Martinique, en Guyane, ou dans la région caribéenne, la Guadeloupe a mieux résisté que les autres économies : la pauvreté y est en léger retrait. Les inégalités de revenus en Guadeloupe sont stables voire en retrait sur la période 2001 – 2011 traduisant une augmentation plus rapide des revenus des ménages aux revenus intermédiaires par rapport à ceux des plus riches.

Source : Insee Dossier Guadeloupe N° 16 – Mars 2018

[L'usage d'Internet varie fortement selon l'âge et le niveau d'études](#)

En Guadeloupe, l'usage d'Internet se développe dans les foyers. Plus des trois quarts des habitants déclarent avoir un accès à Internet, le plus souvent grâce à une connexion à haut-débit. Cependant, des disparités importantes existent selon l'âge, le niveau de diplôme et le niveau de revenus. De fait, les coûts du matériel, des abonnements et le manque de compétences sont désignés comme les principaux freins à l'utilisation des outils numériques.

Source : Insee Analyses Guadeloupe N° 37 – Juin 2019

Martinique

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville en Martinique : une pauvreté marquée, mais des profils atypiques

En Martinique, en 2013, 27 300 personnes vivent dans les sept quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit 7,1 % de la population. Les habitants de ces quartiers, plus fréquemment touchés par la pauvreté, souffrent d'un déficit de formation et s'insèrent avec plus de difficultés sur le marché du travail.

Source : Insee Analyses N°27 – Octobre 2018

Le niveau de vie moyen des Martiniquais progresse entre 2001 et 2011, les inégalités persistent

Si le pouvoir d'achat des ménages a progressé en moyenne entre 2001 et 2011 en Martinique, il en va de même des inégalités de niveaux de vie, avec 15 000 personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté. Les inégalités de revenus se sont modérément accrues sur la période traduisant une augmentation moins rapide des revenus des plus pauvres par rapport à ceux des plus riches. Les familles monoparentales martiniquaises sont comme ailleurs les plus touchées par la pauvreté.

Source : Insee Dossier Martinique N° 9 – Mars 2018

Internet : un usage inégal selon l'âge, les diplômes et les revenus

À l'ère du numérique, les nouvelles technologies se sont implantées dans les ménages martiniquais. En 2017, 75 % des martiniquais de plus de 15 ans disposent, à domicile, d'un ordinateur et d'une connexion à Internet, le plus souvent à haut-débit. Néanmoins, de grandes disparités existent entre les générations. Ainsi, plus de la moitié des seniors ne s'est jamais connectée à internet. Les pratiques des internautes martiniquais se sont pas très différentes de celles de l'ensemble des internautes français pour ce qui relève des consultations et de la recherche d'informations. En revanche, l'exiguïté du marché insulaire est un frein au développement du e-commerce.

Source : Insee Analyses Martinique N°33 – Juin 2019

Guyane

Des niveaux de vie au pouvoir d'achat : les inégalités s'accroissent entre 2001 et 2011

En Guyane les inégalités se sont accentuées entre 2001 et 2011 et le taux de pauvreté a progressé de 15 %. Les familles monoparentales guyanaises sont, comme ailleurs, les plus touchées par la pauvreté. Par ailleurs, le taux de pauvreté a doublé chez les personnes de plus de 65 ans entre 2001 et 2011. Sur la même période, les ménages les plus modestes ont perdu du pouvoir d'achat, notamment à cause de la forte hausse des prix de l'alimentaire.

Source : Insee Dossier Guyane N° 9 – Mars 2018

Mails, réseaux sociaux et téléphonie sur IP : les premiers usages des internautes guyanais

En Guyane, la pratique d'Internet est influencée par la jeunesse de la population et par la géographie du territoire : les internautes utilisent les réseaux sociaux et la téléphonie sur IP, plus qu'aux Antilles ou qu'en France métropolitaine. La percée du e-commerce est ralentie par les problèmes de livraison, les réticences dues à la sécurité des données et varie selon le niveau de revenus.

Source : Insee Flash Guyane N° 111 – Juin 2019

La Réunion

Cartographie de la pauvreté à La Réunion

La Réunion fait face à une très forte précarité monétaire avec 40 % de sa population vivant sous le seuil de pauvreté métropolitain. Les 114 grands quartiers de La Réunion peuvent être répartis en cinq groupes homogènes selon la précarité monétaire de leurs habitants, la structure familiale et l'habitat. Les difficultés les plus importantes se concentrent dans 13 quartiers urbains pauvres.

Source : Insee Analyses Réunion N° 34 – Octobre 2018

Les mères isolées plus exposées à la pauvreté

À La Réunion plus encore qu'en métropole, les femmes sont davantage concernées par la pauvreté que les hommes. Elles vivent en effet bien plus souvent seules avec leurs enfants (une femme sur cinq), ce qui les expose fortement à la pauvreté. Ainsi, six femmes sur dix élevant seules leurs enfants sont pauvres. Plus elles ont d'enfants, plus leur risque de pauvreté augmente.

Source : Insee Flash Réunion N° 151 – Mars 2019

Les inégalités de patrimoine à La Réunion en 2015

En 2015, les inégalités entre les plus bas et les plus hauts patrimoines sont fortes : à La Réunion les 10 % les plus pauvres possèdent 1 200 euros de patrimoine en moyenne contre 1 million d'euros pour les 10% les plus riches. Les ménages à faible patrimoine sont particulièrement nombreux, tandis que ceux ayant un patrimoine élevé sont presque aussi riches qu'en métropole hors Île-de-France.

Source : Insee Analyses Réunion N° 38 – février 2019

Niveaux de vie et pauvreté à La Réunion en 2015

En 2015, 40 % des Réunionnais vivent sous le seuil métropolitain de pauvreté. La pauvreté est ainsi beaucoup plus importante qu'en métropole (14 %). Les revenus des Réunionnais sont plus faibles et sont fortement dépendants de l'aide sociale : pour un quart des ménages, les prestations sociales constituent la ressource monétaire principale, soit quatre fois plus qu'en métropole.

Source : Insee Flash Réunion N° 131 – Juin 2018

Une fracture générationnelle plus précoce et plus prononcée à La Réunion – technologies de l'information et de la communication

En 2017, 78 % des habitants de La Réunion ont un accès à internet à domicile, contre 85 % des résidents métropolitains. Le retard par rapport à la métropole s'est cependant réduit de moitié depuis 2009. Près d'un Réunionnais sur quatre ne s'est jamais connecté à internet. Les plus âgés sont les plus éloignés du numérique, mais de façon plus prononcée et plus précoce à La Réunion.

Source : Insee Analyses Réunion N°41 – Juin 2019

Polynésie française

Quels lieux d'achat pour quels produits ?

En 2015, 47 % des dépenses alimentaires se font dans les grandes surfaces d'alimentation, 77 % des dépenses d'habillement dans les commerces de détail et 60 % des dépenses de biens durables dans les commerces spécialisés. Mais les comportements d'achat dépendent beaucoup des caractéristiques du ménage telles que son lieu de résidence ou son niveau de vie.

Source : Ispf, BDF 2015 – Mars 2019

Wallis-et-Futuna

Principaux résultats « Enquête NTIC 2017 »

Un peu moins de la moitié des ménages ont accès à internet dans leur logement. À Wallis, cet accès est réparti de façon homogène, près de la moitié des ménages ont accès à internet. Tandis qu'à Futuna, cet accès est différencié selon les districts : 50% à Sigave et 36% à Alo.

Source : Stsee, enquête NTIC 2017 – Septembre 2017

Santé et Solidarités⁵¹

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Base de données Data.drees

Données publiques produites par la DREES sur les thèmes : aide et action sociales ; baromètre d'opinion ; établissements de santé, sociaux et médico-sociaux ; état de santé et morbidité ; famille, enfance, jeunesse ; personnes âgées, handicap et dépendance ; professions de santé et du social ; protection sociale complémentaire ; retraites ; etc..

Source : DREES, études et statistiques

Base score santé

Indicateurs et tableaux sur les thématiques santé et solidarité, par région et département

Source : Fnors, Base Score santé

Panorama statistique – Jeunesse, Sports, Cohésion sociale

Données départementales

Source : DREES-INJEP – 2018

51 Chapitres 2.5 et 2.6 du présent rapport.

[Les établissements de santé](#)

Au 31 décembre 2016, le secteur hospitalier français est constitué de 3 065 structures disposant de capacités d'accueil en hospitalisation à temps complet (comptées en lits) ou à temps partiel (donc sans nuitée, comptées en places). Ces structures hospitalières peuvent être de natures et de tailles très différentes.

Source : DREES Panoramas – Juin 2018

[Professionnels de santé au 1^{er} janvier 2017 - Comparaisons régionales et départementales](#)

Source : Insee Chiffres-clés – Novembre 2018

[En outre-mer, une santé déclarée moins bonne qu'en métropole, surtout pour les femmes](#)

Selon le Baromètre Santé 2014, les habitants de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion âgés de 15 à 75 ans sont moins nombreux à se percevoir en bonne santé que ceux de Métropole. En moyenne, 61 % d'entre eux considèrent que leur état de santé est bon ou très bon, contre 69 % des Métropolitains.

Source : DREES Études et Résultats – Avril 2018

[Sentiment d'information et pratiques déclarées de dépistage vis-à-vis des hépatites b et c en population générale ultramarine](#)

Cette étude met en évidence, comme en France métropolitaine mais de façon plus importante, la nécessité d'améliorer les connaissances de la population générale ultramarine sur les hépatites B et C, afin de renforcer le recours des personnes exposées aux pratiques de prévention : dépistage et vaccination (hépatite B).

Source : Santé publique France, Bulletin épidémiologique hebdomadaire N°11 – Mai 2018

[La perte d'autonomie des personnes âgées à domicile](#)

Grâce à l'enquête *Vie quotidienne et santé* (VQS) réalisée en 2014, la perte d'autonomie des personnes âgées vivant à domicile peut être comparée entre les départements français (hors Mayotte), pour divers indicateurs de limitations fonctionnelles, restrictions d'activité, ou recours à des aides professionnelles ou de l'entourage.

Source : DREES, les dossiers N°34 – Avril 2019

[L'aide et l'action sociales en France](#)

L'aide et l'action sociales en France reposent en premier lieu sur l'aide sociale départementale, qui représente la moitié des dépenses d'aide et d'action sociales nationales et 64 % des dépenses de fonctionnement des départements en 2016. Celle-ci comprend 4,1 millions de mesures d'aide sociale à destination des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants ou jeunes majeurs en danger ou en risque de l'être, et pour l'insertion.

Source : DREES Panoramas – Novembre 2018

[Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution](#)

Fin 2016, les dix minima sociaux représentent 4,15 millions d'allocations versées. En prenant en compte les conjoints et les enfants à charge, environ 7 millions de personnes, soit 11 % de la population française, sont couvertes par les minima sociaux. Sans tenir compte de l'allocation temporaire d'attente (ATA) et de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA), le nombre d'allocataires de minima sociaux diminue de 1,8 % en un an.

Source : DREES Panoramas – Septembre 2018

[Guadeloupe](#)

[La santé des femmes en Guadeloupe](#)

Préoccupation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) depuis plusieurs années, la santé des femmes est devenue aujourd'hui une priorité. Les enquêtes menées indiquent qu'à âge égal, les femmes se perçoivent en moins bonne santé et déclarent, en moyenne, plus de limitations fonctionnelles ou de maladies que leurs homologues masculins.

Source : Observatoire Régional de la Santé de Guadeloupe – Décembre 2018

[La Guadeloupe, région où la perte d'autonomie des seniors est la plus précoce](#)

La Guadeloupe est touchée depuis le début du siècle par le vieillissement de sa population et l'augmentation du nombre de ses seniors. Le manque de services d'hébergement et d'aides accentue les difficultés rencontrées par cette partie de la population.

Source : Insee Flash Guadeloupe N°91 – Juin 2018

[Martinique](#)

[Perte d'autonomie précoce des seniors, tempérée par l'aide de l'entourage](#)

La Martinique est touchée depuis le début du siècle par le vieillissement de sa population et l'augmentation du nombre de ses seniors. Le manque de services d'hébergement et d'aides accentuent les difficultés rencontrées par cette partie de la population.

Source : Insee Flash Martinique N°92 – Juin 2018

[Guyane](#)

[Un cinquième des seniors guyanais se déclarent en mauvaise santé](#)

La Guyane est, après Mayotte, la région de France où la population est la plus jeune. Cependant si aujourd'hui, elle ne compte que 19 000 seniors, leur nombre va augmenter dans les années à venir, sous la poussée de la forte croissance démographique que connaît la Guyane depuis plusieurs années.

Source : Insee Flash Guyane N°86 – Juin 2018

La Réunion

STATistiques et Indicateurs de la Santé et du Social (Statiss) Mayotte-Réunion

Le Statiss Mayotte-Réunion présente les données essentielles sur les établissements sanitaires et médico-sociaux et sur les professionnels de santé à Mayotte et à La Réunion. Il est une déclinaison du Statiss national qui ventile ces indicateurs par région française.

Source : ARS Océan indien – Décembre 2017

Tableau de bord La santé mentale à La Réunion

Source : ORS Océan indien – Février 2019

Publication des résultats de l'enquête « Gramoune Care » 2016/2017

Eclairage sur l'état de santé et les conditions de vie de nos « gramounes ».

Source : ARS Océan indien – Mai 2018

Comportements et usages de drogues des lycéens à La Réunion

Source : ORS Océan indien – Mars 2018

Mayotte

STATistiques et Indicateurs de la Santé et du Social (Statiss) Mayotte-Réunion

Le Statiss Mayotte-Réunion présente les données essentielles sur les établissements sanitaires et médico-sociaux et sur les professionnels de santé à Mayotte et à La Réunion. Il est une déclinaison du Statiss national qui ventile ces indicateurs par région française.

Source : ARS Océan indien – Décembre 2017

Indicateurs sur les consommations de substances psychoactives à Mayotte

Si les addictions à Mayotte sont encore peu documentées, les remontées des acteurs montrent que le phénomène existe dans un contexte social compliqué et dégradé : alcool, tabac, cannabis (« bangué »), drogues de synthèse (« les chimiques »).

Source : ORS Océan indien – Décembre 2018

Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur⁵²

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Géographie de l'École 2017

Comment se répartissent les élèves ? La taille des classes dans les écoles varie-t-elle sur le territoire ? Où l'enseignement privé est-il le moins implanté ? L'espérance d'obtenir le baccalauréat est-elle la même dans toutes les académies ? C'est à ces questions que répond Géographie de l'école, dont c'est la douzième édition. L'ouvrage décrit le système d'éducation et de formation en mettant en lumière les disparités territoriales.

Source : DEPP Géographie de l'école N°12 – mai 2018

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2019

Cette publication annuelle de la DEPP et de la SD-SIES réunit en un seul volume toute l'information statistique disponible sur le système éducatif et de recherche français, organisé en douze chapitres et 182 thématiques pour l'édition 2018. Le chapitre 12 est consacré à la France d'outre-mer.

Source : DEPP repères et références statistiques – 2019

Atlas régional des effectifs étudiants

Cet atlas présente les effectifs d'étudiants inscrits dans les établissements et les formations de l'enseignement supérieur, recensés dans les systèmes d'information et enquêtes du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des ministères en charge de l'Agriculture, de la Pêche, de la Culture, de la Santé et des Sports.

Source : Mesri – Sies – année scolaire 2015-2016

Indicateurs de résultats des lycées de 2008 à 2018

Indicateurs permettant d'évaluer l'action propre de chaque lycée en prenant en compte la réussite des élèves au baccalauréat et leur parcours scolaire dans l'établissement.

Source : DEPP - 2019

Résultats définitifs de la session 2018 du baccalauréat : l'effectif de bacheliers poursuit sa progression

Avec 79,9 %, la proportion de bacheliers dans une génération augmente de 1,2 point à la session 2018, sous l'impulsion de la voie générale et, dans une moindre mesure, de la voie technologique. En 2018, l'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième sous statut scolaire est la plus forte dans les académies d'Île-de-France, de Guadeloupe, de Lyon, de Nancy-Metz, de Rennes et de Toulouse.

Source : DEPP, Note d'information - N°19.03 - mars 2019

⁵² Chapitres 2.7 et 2.8 du présent rapport.

[Les élèves du premier degré à la rentrée 2018 : le dédoublement des classes de CP et de CE1 dans l'éducation prioritaire s'amplifie](#)

À la rentrée 2018, 6,750 millions d'élèves sont scolarisés dans les écoles publiques et privées du premier degré. Du fait des évolutions démographiques, les effectifs sont en légère baisse par rapport à la rentrée précédente : - 33 000 élèves (soit - 0,5 %). Cette baisse est particulièrement marquée dans le pré-élémentaire (- 29 800 élèves, soit - 1,2 %) alors que l'élémentaire est quasi stable (- 0,1 %).

Source : DEPP, Note d'information - N°18.28 – novembre 2018

[Évaluations repères 2018 de début de CP : premiers résultats](#)

À la rentrée scolaire 2018, l'ensemble des élèves entrant en CP a été évalué en français et en mathématiques (790 000 élèves dans près de 31 000 écoles). En français, les élèves présentent le niveau de maîtrise le plus élevé dans le domaine de la compréhension orale et le plus faible dans celui de la connaissance des lettres. En mathématiques, les résultats pointent des difficultés en résolution de problèmes.

Source : DEPP, Note d'information N°19.13 – Avril 2019

[810 000 élèves évalués en début de sixième sur support numérique : des niveaux de maîtrise contrastés selon les académies et les caractéristiques des élèves](#)

En 2017, pour la première fois en France, l'ensemble des élèves de sixième ont été évalués en français et en mathématiques sur support numérique. En français, plus de huit élèves sur dix ont une maîtrise satisfaisante ou très bonne des connaissances et des compétences évaluées en début de sixième. En mathématiques, ils sont un peu plus de sept sur dix. Les écarts entre académies sont importants et renvoient à d'autres résultats similaires observés dans la suite de la scolarité.

Source : DEPP, Note d'information N°18.19 – Août 2018

[60 700 élèves allophones en 2016-2017 : 90 % bénéficient d'un soutien linguistique](#)

Au cours de l'année scolaire 2016-2017, près de 60 700 élèves ayant des besoins éducatifs particuliers dans le domaine de l'apprentissage du français langue seconde ont été scolarisés en école élémentaire, en collège ou en lycée.

Source : DEPP, Note d'information N°18.15 – Juin 2018

[Journée défense et citoyenneté 2018 : plus d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture](#)

En 2018, 11,5 % des jeunes participants à la journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture. La moitié d'entre eux peut être considérée en situation d'illettrisme. Par ailleurs, près d'un jeune sur dix a une maîtrise fragile de la lecture. Les jeunes des DOM sont particulièrement concernés par les difficultés de lecture. En France métropolitaine, c'est au nord que les difficultés de lecture sont les plus fréquentes.

Source : DEPP, Note d'information N°19.20 – Juin 2019

[Diplômes – formations en 2016](#)

Recensement de la population– Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2019

[Collectivités territoriales : budget enseignement supérieur et vie étudiante](#)

Données régionales

Source : Mesri – Sies – Février 2019

[Opendata de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

100 jeux de données avec une recherche par mots clés

Source : Mesri – Sies - 2019

[Guadeloupe](#)

[Académie en chiffres 2018-2019](#)

Source : Académie Guadeloupe – Avril 2019

[Déclassement en Guadeloupe : plus d'un tiers des débutants exercent un métier pour lequel ils sont surqualifiés](#)

En Guadeloupe, quatre actifs sur dix sont en situation de déclassement scolaire au début de leur carrière professionnelle. C'est dans les catégories socioprofessionnelles les plus modestes (ouvriers et employés) que l'on trouve le plus de déclassés, suivent ensuite les artisans, les agriculteurs, les commerçants et les chefs d'entreprise. Les bacheliers, les diplômés de CAP, BEP et Bac +5 sont davantage concernés.

Source : Insee Analyses Guadeloupe N°34 – décembre 2018

[Martinique](#)

[L'académie en chiffres 2018-2019](#)

Source : Académie Martinique – Mai 2019

[Amélioration sur le front de l'illettrisme](#)

En 2014, l'illettrisme touche 13 % des personnes de 16 à 65 ans résidant en Martinique. L'illettrisme baisse en Martinique de deux points entre 2006 et 2014 malgré un vieillissement de la population. Les hommes sont plus souvent que les femmes en situation préoccupante face à l'écrit. Les conditions de vie durant l'enfance, et plus particulièrement la réussite scolaire et l'environnement familial, seraient les principaux facteurs explicatifs de l'illettrisme. Les performances des Martiniquais sont moins bonnes en calcul et en compréhension orale qu'à l'écrit.

Source : Insee Dossier Martinique N°8 – Mars 2018

Guyane

[Académie en chiffres : constat d'effectifs 2018](#)

Source : Académie Guyane – Avril 2019

[Beaucoup de jeunes et peu d'emplois - insertion professionnelle des 15-29 ans](#)

La Guyane connaît, depuis plus d'un demi-siècle, une forte croissance démographique. Sa population est jeune, la moitié ayant moins de 25 ans. L'accès à l'emploi des jeunes est difficile, en particulier pour les moins diplômés et les étrangers. Les emplois et les formations sont concentrés autour de Cayenne, rendant problématique l'éloignement géographique à l'emploi d'une partie de la population. Les plus jeunes ne sont pas tous scolarisés, et notamment la population immigrée. Certains d'entre eux migrent vers la France métropolitaine afin de poursuivre leurs études ou de rechercher un emploi.

Source : Insee Analyses Guyane n°39 – juillet 2019

La Réunion

[Chiffres clés de l'académie 2017-2018](#)

Source : Académie La Réunion - 2019

[L'entrée dans la vie professionnelle - Le diplôme, accélérateur de l'insertion professionnelle](#)

À La Réunion, 30 % des jeunes décrochent leur premier emploi moins d'un an après la fin de leurs études. Le diplôme apparaît comme le meilleur visa pour occuper rapidement un emploi. Les Réunionnais sans diplôme du supérieur s'insèrent en revanche beaucoup plus lentement. La plupart des jeunes débutent leur vie professionnelle dans le secteur du commerce ou des services, et non plus dans l'agriculture ou comme employés de maison. Au premier emploi, 18 % des jeunes Réunionnais sont d'une catégorie sociale plus élevée que celle de leur père.

Source : Insee Analyses Réunion N°36 – décembre 2018

Mayotte

[L'Éducation en chiffres 2018-2019](#)

Source : Vice-rectorat Mayotte – Juin 2019

[Mayotte : formation en 2017](#)

Tableaux détaillés par commune issus du Recensement de la population

Source : Insee chiffres détaillés – Août 2019

Nouvelle-Calédonie

[Les chiffres de l'éducation 2018](#)

Source : Vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie – Septembre 2018

[Prévisions d'effectifs d'élèves en Nouvelle-Calédonie pour les années 2018 et 2019 et projections à l'horizon 2030](#)

Les effectifs dans le premier degré demeureront stables à la rentrée 2018 avec 34 750 élèves. À la rentrée 2019, les effectifs progresseront légèrement pour atteindre 34 800 élèves. La baisse prévue des effectifs du second degré scolarisés en formation pré-baccalauréat, pour les rentrées 2018 et 2019, devrait continuer jusqu'en 2026 où les effectifs atteindraient 28 800 élèves, soit 2 000 élèves de moins par rapport à la rentrée 2017.

Source : Vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie – Janvier 2018

Jeunesse, sport, culture⁵³

[Publications concernant plusieurs DOM ou COM](#)

[Panorama statistique – Jeunesse, Sports, Cohésion sociale](#)

Données départementales

Source : DREES-INJEP – 2018

[Tableaux statistiques relatifs au recensement des licences sportives de 2017](#)

Source : INJEP-MEDES - 2018

[Atlas national des fédérations sportives](#)

Cet Atlas vise à doter les acteurs du sport, professionnels des collectivités locales, du mouvement sportif ou des champs économiques, élus et agents de l'État, d'éléments de diagnostic et d'aide à la décision permettant de mieux connaître les pratiques sportives encadrées et leur évolution.

Source : INJEP – Juin 2019

[Atlas régional de la culture 2018](#)

L'Atlas régional de la culture illustre, sous forme de cartes et graphiques, des données relatives à la culture, disponibles à l'échelle nationale et à un échelon territorial plus fin.

Source : Ministère de la culture - DEPS, Etudes et statistiques – Décembre 2018

[Licences sportives saison 2016/2017](#)

Données par département et région

Source : Insee Chiffres-clés – Novembre 2018

⁵³ Chapitres 2.9, 2.10 et 2.11 du présent rapport.

[Baromètre national des pratiques sportives 2018](#)

En 2018, 66 % des Français de plus de 15 ans (soit un peu plus de 36 millions) ont eu une pratique sportive au cours des 12 derniers mois. La course et la marche (40 %), les activités de la forme et de la gymnastique (22 %), les sports aquatiques et nautiques (20 %) et les sports de cycles et motorisés (18 %) sont les univers le plus souvent cités.

Source : INJEP - Crédoc – Janvier 2019

[Données sur les accueils collectifs de mineurs sur la période 2009-2010 à 2017-2018](#)

Données par département et région

Source : INJEP - 2018

[Nouvelle-Calédonie](#)

[Licenciés sportifs par province et par activité sportive de 1996 à 2018](#)

Source : Isee – Juillet 2019

[Chiffres clés Culture](#)

Pratiques culturelles, établissements et salariés

Source : Isee – Août 2019

Logement⁵⁴

[Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM](#)

[Construction de logements - Nombre de logements autorisés/commencés de 2000 à 2019](#)

Source : Insee, séries chronologiques – Mars 2019

[Logement](#)

Accès aux publications et aux données nationales, régionales et départementales par sous-thème : logements neufs, logements anciens, construction de locaux non résidentiels, parc locatif social...

Source : SDES

[Logements sociaux au 1^{er} janvier 2018](#)

Comparaisons régionales et départementales

Source : Insee Chiffres-clés – Décembre 2018

⁵⁴ Chapitre 2.12 du présent rapport.

Recensement de la population

[Logement](#) – Résultats 2016 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Source : Insee Chiffres détaillés – Juin 2019

Guadeloupe

Ménages propriétaires en Guadeloupe : un statut d'occupation plus difficile à atteindre

En Guadeloupe, la part de ménages propriétaires diminue entre 1990 et 2014 malgré une forte hausse de leur nombre. Des spécificités locales, comme la raréfaction des zones constructibles expliquent les divergences d'évolution avec la France hexagonale. Enfin, les évolutions sociétales ont modifié le profil du ménage propriétaire.

Source : Insee Flash Guadeloupe N° 104 – Novembre 2018

Publications RPLS

Analyses des chiffres issus du répertoire du parc locatif social (RPLS), enquête annuelle réalisée auprès des bailleurs sociaux de Guadeloupe

Source : Deal Guadeloupe – Octobre 2018

Publications Sitadel

Analyses des chiffres sur la construction neuve issus des autorisations de permis de construire en Guadeloupe.

Source : Deal Guadeloupe – Octobre 2018

Un parc de logements dynamique et davantage de logements vacants

En Guadeloupe, le parc de logements augmente en moyenne de 3 500 logements par an entre 2010 et 2015. Cet accroissement est porté par une hausse importante des résidences secondaires et des logements vacants. Les résidences principales y contribuent également, malgré la baisse de la population. La réduction de la taille des ménages explique en partie cette croissance. En revanche, la part des ménages propriétaires reste stable sur la période.

Source : Insee Flash Guadeloupe N° 92 – Juin 2018

Martinique

En 2014, les ménages martiniquais éprouvent plus de difficultés à acheter un logement

En Martinique, le taux de ménages propriétaires diminue entre 1990 et 2014 malgré une forte hausse de leur nombre. Des spécificités locales comme la raréfaction des zones constructibles, expliquent les divergences d'évolution avec la France hexagonale. Enfin, les évolutions sociétales ont modifié le profil du ménage propriétaire.

Source : Insee Flash Martinique N°105 – Novembre 2018

[Un parc de logements en hausse et davantage de logements vacants](#)

En Martinique, le nombre de logements augmente de 3 000 par an entre 2010 et 2015. La moitié de ces nouveaux logements sont des logements vacants. Le nombre de résidences principales est également en hausse, malgré la baisse de la population. La réduction de la taille des ménages explique en partie cette croissance. En revanche, l'augmentation du parc de logements se caractérise par une baisse des ménages propriétaires sur la période.

Source : Insee Flash Martinique N°93 – Juin 2018

[Guyane](#)

[Les ménages propriétaires sont toujours minoritaires en Guyane](#)

En Guyane, la part de ménages propriétaires de leur logement est la plus faible de France en 2014. Des spécificités locales expliquent cet écart avec la France. La maison est l'habitation privilégiée par les ménages propriétaires. Depuis 1990, la taille moyenne des logements a augmenté alors que celle des ménages est restée stable.

Source : Insee Flash Guyane N°97 – Novembre 2018

[Un parc de logements en plein essor et davantage de logements vacants](#)

En Guyane, le parc de logements augmente fortement entre 2010 et 2015. Le dynamisme démographique explique en grande partie cet essor. Malgré un besoin élevé en logements, la vacance est en hausse. Les nouveaux logements se concentrent essentiellement sur l'île de Cayenne et Macouria. Autre particularité du parc, la part des ménages propriétaires est en baisse et ceux-ci demeurent moins nombreux que les locataires.

Source : Insee Flash Guyane N°87 – Juin 2018

[La Réunion](#)

[Les propriétaires de logements à La Réunion de 1990 à 2014](#)

En 2014, la moitié des ménages réunionnais sont propriétaires de leur logement. Cette part est plus faible qu'en 1990. En effet, le nombre de ménages locataires a progressé plus fortement sur la période que celui des ménages propriétaires. Le taux de propriétaires baisse parmi les ménages modestes. Au contraire, la part de propriétaires augmente parmi les cadres et parmi les professions intermédiaires à un degré moindre. À La Réunion, 95 % des ménages propriétaires vivent dans une maison.

Source : Insee Flash Réunion N°142 – Novembre 2018

[Les besoins en logements à La Réunion à l'horizon 2035](#)

L'Insee et la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement se sont associés pour réaliser une étude de prospective sur les besoins en logements à La Réunion à l'horizon 2035, par intercommunalité. Cette étude vise à décrire les besoins induits par l'augmentation future du nombre de ménages, en lien avec la croissance de la population, son vieillissement et l'évolution des modes de cohabitation.

Source : Insee Dossier Réunion N°6 – Octobre 2018

[Les logements à La Réunion de 2010 à 2015](#)

En 2015, les ménages réunionnais occupent 319 100 logements à titre de résidences principales. Depuis 2010, leur nombre progresse de 1,9 % par an, à un rythme deux fois supérieur à celui de la métropole. Moins de personnes vivent sous le même toit du fait du vieillissement de la population et de l'évolution des modes de cohabitation : la baisse de la taille des ménages est ainsi le principal moteur de la croissance des résidences principales entre 2010 et 2015.

Source : Insee Flash Réunion N°133 – Juin 2018

[Mayotte](#)

[Mayotte : logement en 2017](#)

Recensement de la population

Source : Insee Chiffres détaillés – Août 2019

[L'état du logement à Mayotte fin 2013](#)

Tableaux détaillés issus de l'enquête logement 2013

Source : Insee Chiffres détaillés – Janvier 2018

[Nouvelle-Calédonie](#)

[Moins de transactions en 2017, mais les prix constatés ne baissent pas. Seules les ventes de villas progressent](#)

2017, 2 710 transactions immobilières, tous types de biens confondus, ont été conclues auprès des quatre notaires participant à l'enquête. Les ventes annuelles de biens immobiliers reculent de 9 % cette année, après -7 % en 2016. Pour autant, le marché se maintient, puisque le prix médian constaté (voir encadré n°1) des transactions reste en hausse, y compris par principale nature de biens

Source : Isee Synthèses N°39 – Janvier 2019

Justice et sécurité intérieure⁵⁵

[Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM](#)

[Fiche « Outre mer » du bilan annuel « Insécurité et délinquance en 2018 »](#)

Malgré une baisse de plusieurs indicateurs de délinquance enregistrée en 2018, les territoires ultramarins restent plus exposés que la métropole aux infractions violentes. Les territoires ultramarins présentent toutefois des dynamiques variées, qui sont décrites dans cette fiche.

Source : Ministère de l'intérieur – SSMSI – Interstat - Janvier 2019

55 Chapitre 2.13 du présent rapport.

[Crimes et délits enregistrés par les services de gendarmerie et de police depuis 2012 \(DOM, COM\)](#)

Source : Ministère de l'intérieur – mars 2019

[Les homicides en Guadeloupe et à Saint-Martin](#)

L'arme à feu est le moyen le plus utilisé pour commettre un meurtre en Guadeloupe et à Saint-Martin. Exploitation des données des victimes d'homicides intentionnels enregistrées par l'institut médico-légal des Antilles suite aux décès suspects intervenus dans l'archipel de la Guadeloupe et dans l'île de Saint-Martin.

Source : INHESJ, ONDPR – Février 2018

Wallis-et-Futuna

[Evolution des accidents survenus à Wallis & Futuna de 2000 à 2018](#)

Source : STSEE, Brigade de la Gendarmerie de Mata'utu - 2019

Équipements et services dans les territoires⁵⁶

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Dénombrement des équipements en 2018 \(commerce, services, santé...\)](#)

Source : Insee, base de données – Juin 2019

[En cinq ans, davantage de services à la population dans les grandes villes](#)

Entre 2012 et 2017, le nombre de points d'accès à des services à la population a augmenté. C'est le cas notamment pour certains services de proximité (taxis, artisans du bâtiment, etc.). Ces évolutions modifient peu la hiérarchie entre régions, celles du Sud présentant toujours davantage de points d'accès par habitant.

Source : Insee Focus N°125 – Septembre 2018

[Dans les communes les moins dotées en services, artisans du bâtiment et restaurants sont les plus présents](#)

Plus de 12 000 communes, hébergeant 2,5 millions de personnes, offrent en leur sein entre un et cinq types de services de proximité. Dans ces communes, les artisans et les restaurants sont les plus présents, suivis des services de réparation automobile et de matériel agricole. Les commerces alimentaires, comme les boulangeries ou les supérettes, n'apparaissent de façon significative que dans les communes offrant au moins dix types de services de proximité.

Source : Insee Focus N°113 – Mai 2018

⁵⁶ Chapitre 2.14 du présent rapport.

La Réunion

Les points d'accès aux services par commune de 2012 à 2017

En 2017, La Réunion offre 25 000 points d'accès aux services à ses habitants, publics ou privés. Saint-Pierre, Saint-Paul et Saint-André sont les communes les mieux dotées, à l'inverse de Sainte-Suzanne, Sainte-Rose et Saint-Philippe. Cependant, dans toutes les communes de l'île, les habitants bénéficient d'une gamme étendue de services de proximité (écoles, épiceries, etc.).

Source : Insee Flash Réunion N°142 – Novembre 2018

Prix à la consommation⁵⁷

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Indice des prix à la consommation

Résultats par regroupement de produits et produits détaillés (COICOP) – indicateurs sur chacun des 5 DROM

Source : Insee, séries chronologiques – Octobre 2019

Guadeloupe

Prix stables en avril 2019 (+ 0,1 %) ; hausse de 1,4 % sur un an

Les prix sont restés stables entre mars et avril 2019 (+ 0,1 %). Les prix de l'alimentation n'ont pas progressé sur le mois (+ 0,1 %). Les prix des produits manufacturés ont faiblement augmenté de 0,2 %. L'augmentation des prix de l'énergie est nette : + 2,3 %. Les prix du secteur des services ont baissé de 0,5 %. La croissance des prix est de 1,4 % sur l'année.

Source : Insee Flash Guadeloupe N°120 – Juin 2019

Martinique

Pas d'inflation en avril ; une hausse annuelle des prix de 1,6 %

Les prix sont stables entre mars et avril 2019. Les prix de l'alimentation et des services baissent respectivement de 0,4 et 0,6 %. Quant aux produits manufacturés et à l'énergie, leurs prix augmentent fortement de 4,2 et 2,6 %. Sur un an, l'inflation est de 1,6 %.

Source : Insee Flash Martinique N°121 – Juin 2019

Guyane

Augmentation des prix de 0,3 % en avril 2019 et de 1,2 % sur un an

L'indice des prix à la consommation des ménages de Guyane croît modérément, entre mars et avril 2019 (+ 0,3 %). Les prix de l'énergie et des services contribuent à cette augmentation. Par rapport à avril 2018, les prix à la consommation progressent de 1,2 %.

Source : Insee Flash Guyane N°110 – Juin 2019

⁵⁷ Chapitre 2.15 du présent rapport.

La Réunion

Les prix augmentent de 0,3 % en mai 2019

En mai 2019, les prix à la consommation augmentent de 0,3 % à La Réunion. L'accentuation de la hausse des prix de l'énergie s'accompagne du rebond dans les prix des services, avec notamment l'augmentation des prix du transport aérien, et de la poursuite de l'augmentation des prix du tabac. Sur un an, les prix augmentent 0,5 % à La Réunion et de 0,9 % en France hors Mayotte.

Source : Insee Flash Réunion N°157 – Juin 2019

Mayotte

Mai 2019 : hausse des prix de 0,3 %

En mai 2019, les prix des biens et services à la consommation des ménages augmentent de 0,3 % à Mayotte. La hausse des prix des hydrocarbures et des services est atténuée par la baisse des prix des produits manufacturés et de l'alimentation. Sur les douze derniers mois, les prix diminuent de 0,3 % à Mayotte, alors qu'ils augmentent de 0,9 % en France hors Mayotte.

Source : Insee Flash Mayotte N°88 – Juin 2019

Les prix augmentent de 0,3 % en 2018

En 2018, les prix augmentent de 0,3 % à Mayotte par rapport à 2017, du fait de la hausse conjuguée des prix de l'alimentation, des services, de l'énergie et du tabac. Ces augmentations sont atténuées par la baisse des prix des produits manufacturés. L'inflation est nettement moins élevée qu'en métropole (+ 1,8 %).

Source : Insee Flash Mayotte N°80 – Janvier 2019

Polynésie française

Les prix des produits alimentaires diminuent de 3 % en 2018

En 2018, en moyenne annuelle, les prix diminuent de 0,7 % en Polynésie française, en lien avec la baisse de 3,0 % des prix des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées. La concurrence sur le marché des communications continue de profiter aux consommateurs et participe au repli de l'indice général. L'inflation sous-jacente est négative en 2018 (- 0,9 %) alors qu'elle était restée positive jusqu'en 2017.

Source : ISPF, Points Forts Bilans N°5 – Mai 2019

Nouvelle-Calédonie

L'inflation reprend lentement en 2017

Tous postes de consommation confondus, l'inflation calédonienne est de +1,2 % entre décembre 2016 et décembre 2017. La progression des prix redémarre lentement après quatre années de faible inflation.

Source : Isee – Août 2018

Wallis-et-Futuna

Les indices des prix à la consommation de 2018

Source : STSEE – Septembre 2019

Saint-Pierre-et-Miquelon

Indice des prix à la consommation 2nd trimestre 2019

Au cours du deuxième trimestre 2019, le niveau général des prix à la consommation des ménages de Saint-Pierre-et-Miquelon a augmenté de 0.47% (+ 0.48 % hors tabac).

A titre de comparaison, l'indice avait subi une augmentation de 0.23 % pour la même période en 2018.

Sur un an, de juin 2018 à juin 2019, son évolution s'établit à + 2.27% (+ 2.30 % hors tabac).

Source : Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon – Juillet 2019

Activité productrice et démographie des entreprises⁵⁸

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Créations d'entreprises et d'établissements au cours de l'année 2018

Source : Insee – Bases de données : REE fichiers détail – Mai 2019

Fichier Stocks d'entreprises et d'établissements au 31 décembre 2017 : données semi-définitives

Source : Insee – Bases de données : REE fichiers détail – Mai 2019

Ratios sectoriels 2016-2017

Source : IEDOM – Mars 2019

Guadeloupe

Sept entreprises sur dix font appel à des sous-traitants en 2016

En 2016, 71 % des entreprises guadeloupéennes des secteurs marchands ont eu recours à la sous-traitance, pour un montant de 633 millions d'euros. Cette pratique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité.

Source : Insee Analyses Guadeloupe N°31 – Mars 2019

Fragile amélioration de l'activité commerciale et industrielle en 2015

Après une année 2014 mitigée, l'économie guadeloupéenne reste fragile malgré l'amélioration de certains indicateurs économiques. Dans ce contexte, les entreprises principalement marchandes ont créé 2,8 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2015.

Source : Insee Analyses Guadeloupe N°31 – Août 2018

⁵⁸ Chapitre 2.16 du présent rapport.

Martinique

Sept entreprises sur dix font appel à des sous-traitants en 2016

En 2016, 69 % des entreprises martiniquaises des secteurs marchands ont eu recours à la sous-traitance, pour un montant de 617 millions d'euros. Cette pratique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité.

Source : Insee Analyses Martinique N°31 – Mars 2019

En 2015, l'activité industrielle résiste

Malgré une année 2014 marquée par l'apparition des premiers signes de reprise, l'économie martiniquaise affiche des signaux toujours contrastés en 2015. Dans ce contexte, les entreprises principalement marchandes martiniquaises ont créé près de 3,1 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2015.

Source : Insee Analyses Martinique N°26 – Août 2018

Guyane

Sept entreprises sur dix font appel à des sous-traitants en 2016

En 2016, 69 % des entreprises guyanaises des secteurs marchands ont eu recours à la sous-traitance, pour un montant de 292 millions d'euros, en baisse de 5 % par rapport à 2015. Cette pratique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité.

Source : Insee Analyses Guyane N°37 – Mars 2019

En 2015, le secteur de la construction demeure fragile

Malgré une année 2014 marquée par une forte croissance, l'économie guyanaise affiche des signaux plus contrastés en 2015. Dans ce contexte, les entreprises principalement marchandes guyanaises ont créé près de 1,2 milliard d'euros de valeur ajoutée en 2015.

Source : Insee Analyses Guyane N°30 – Août 2018

La Réunion

Les entreprises réunionnaises créent 7,2 milliards d'euros de valeur ajoutée

L'investissement, largement porté par les activités immobilières, s'élève à 2 milliards d'euros. Il est concentré sur quelques entreprises, puisque 5 % des entreprises hors micro-entreprises réalisent 93 % de l'investissement.

Source : Insee Flash Réunion N°144 – Décembre 2018

La place des groupes dans le tissu productif réunionnais

À La Réunion, les groupes dont le centre de décision est situé à l'extérieur de l'île ont une influence limitée sur l'économie : ils emploient un quart de l'emploi salarié des secteurs marchands, contre près de la moitié en province. En particulier, les groupes étrangers sont très peu présents (4 % de l'emploi salarié).

Source : Insee Analyses Réunion N°33 – Juin 2018

[Une création d'entreprises dynamique, moteur des créations d'emplois du secteur marchand](#)

La création d'entreprises, hors micro-entrepreneurs, reste plus dynamique sur l'île qu'ailleurs. En 2017, 5 100 entreprises sont créées. Leur pérennité progresse, surtout pour les sociétés. Ces nouvelles entreprises créent davantage d'emploi dans le secteur marchand que celles déjà existantes.

Source : Insee Flash Réunion N°130 – Juin 2018

[Mayotte](#)

[Les créations en forte baisse en 2018](#)

En 2018, les créations d'entreprises baissent fortement : 758 entreprises ont été créées à Mayotte, soit 18 % de moins qu'en 2017. C'est dans le commerce de détail que la baisse est la plus forte (- 32 %), alors que le nombre de créations augmente de 5 % dans les services.

Source : Insee Flash Mayotte N°81 – Janvier 2019

[Les entreprises formelles génèrent 539 millions d'euros de richesse](#)

En 2016, les entreprises marchandes mahoraises dégagent 539 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 1,66 milliard d'euros. Ces entreprises emploient 11 350 personnes en équivalent temps plein. Elles investissent 118 millions d'euros.

Source : Insee Flash Mayotte N°78 – Janvier 2019

[De nombreuses entreprises informelles pour peu de richesse créée](#)

En 2015, à Mayotte, les entreprises informelles représentent les deux tiers des entreprises marchandes. Mais elles ne génèrent que 9 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises, soit 54 millions d'euros. Elles investissent peu et leur productivité est faible.

Source : Insee Analyses Mayotte N°16 – Février 2018

[Polynésie française](#)

[Les entreprises polynésiennes en 2017](#)

En 2017, le nombre de créations d'entreprises nouvelles dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services fléchit de 7 % par rapport à 2016. Les entreprises créées restent prépondérantes dans le secteur tertiaire et représentent 81 % des créations. Les secteurs de l'industrie et de la construction connaissent une baisse des créations d'entreprises en 2017.

Source : ISPF, Points Forts Bilans N°3 – Février 2019

[Nouvelle-Calédonie](#)

[La démographie des entreprises](#)

Source : Isee, les données, tableaux et séries statistiques de 1995 à 2019

Recherche et développement⁵⁹

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Collectivités territoriales : budget R&T \(recherche et transfert de technologie\) de 2003 à 2017](#)

Source : Mesri-Sies – février 2019

[Opendata de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

100 jeux de données avec une recherche par mots clés

Source : Mesri – Sies - 2019

Tourisme⁶⁰

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Tourisme en 2019](#)

Hébergements touristiques – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Source : Insee, Chiffres détaillés – Août 2019

[Le tourisme aux Antilles : à la reconquête d'une plus large clientèle](#)

Le tourisme dans les territoires ultramarins constitue l'un des atouts de l'économie locale. Une meilleure desserte par avion et par bateau de croisière permet d'accueillir une plus large clientèle principalement métropolitaine mais également antillaise et américaine. Si le Sud Grande-Terre, Deshaies, les Saintes en Guadeloupe et l'Espace Sud en Martinique concentrent l'essentiel de la fréquentation touristique, les autres communes donnent accès à un tourisme diversifié.

Source : Insee analyses Guadeloupe n°33 et Insee Analyses Martinique n°29 – Novembre 2018

Guadeloupe

[Les touristes récepteurs : 649 891 touristes de séjour](#)

69% des touristes résident en France hexagonale. La Guadeloupe est une destination loisirs/vacances pour 56% des touristes. 47% des touristes ont résidé à Gosier, Sainte-Anne ou Saint-François

Source : Région Guadeloupe, Observatoire régional du tourisme – Mars 2018

⁵⁹ Chapitre 2.17 du présent rapport.

⁶⁰ Chapitre 2.18 du présent rapport.

Martinique

Les croisiéristes portent le tourisme martiniquais à son plus haut niveau

En 2017, la fréquentation touristique en Martinique connaît une forte croissance (+ 16,4 %), comparativement à 2016. Cette dernière est portée par le tourisme de séjour (+ 3,1 %), par la stabilité du tourisme de plaisance (+ 0,1 %) et par le flux très important des croisiéristes (+ 44,5 %).

Source : Insee conjoncture N°4, Bilan économique 2017 – Mai 2018

Guyane

Les touristes récepteurs et les touristes résidents

82 % des touristes récepteurs viennent en Guyane pour un séjour de moins de 30 jours. Parmi eux, 72 % sont de l'hexagone, ils dépensent en moyenne 1 528 euros et la durée de leur séjour est de 10,6 jours en moyenne. Parmi les touristes résidents, 61% des Guyanais ont voyagé hors de Guyane sur les 3 ans et 61% ont effectué un déplacement professionnel ou de loisir.

Source : Comité du tourisme de la Guyane, 2018

La Réunion

Une fréquentation qui pâtit du mouvement social de fin d'année

Avec 1 196 100 nuitées en 2018, la fréquentation de l'ensemble des hôtels réunionnais recule de 1 % par rapport à 2017. Les mouvements sociaux de fin d'année, les intempéries de début d'année et la fermeture d'établissements ont eu un impact négatif sur la fréquentation hôtelière. Celle-ci progresse néanmoins pour les hôtels de l'Ouest.

Source : Insee Flash Réunion N°152 – Mars 2019

Fréquentation touristique

L'année 2017 aura été une année intensément fructueuse et historique pour le tourisme réunionnais, ponctuée par trois records :

- le cap du demi-million de touristes extérieurs est franchi,
- la barre des 350 millions d'euros de recettes extérieures du tourisme est franchie,
- un total de 43 276 croisiéristes sur l'année civile 2017, ce qui constitue là aussi le nouveau record.

Source : Comité Régional du tourisme, Observatoire régional du tourisme île de la Réunion – Février 2018

Mayotte

La fréquentation touristique augmente fortement en 2017

En 2017, la fréquentation touristique est en hausse sensible de 21 %. Ainsi, 62 000 touristes sont venus à Mayotte, après huit années de stagnation autour de 50 000 touristes. Les voyageurs en provenance de La Réunion et de la métropole sont venus plus nombreux, certainement en lien avec l'implantation de la nouvelle ligne directe Mayotte-Paris et l'intensification des vols vers La Réunion.

Source : Insee analyses Mayotte N°17 – Mai 2018

Polynésie française

Tableau de bord du tourisme - Année 2018

En 2018, la Polynésie française a accueilli 216 268 touristes, soit une hausse de 8,7 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse profite essentiellement à l'hébergement marchand mais concerne aussi le tourisme affinitaire.

Source : Ispf, Point conjoncture N°12 – Avril 2019

La fréquentation touristique progresse de 3,4 %

En 2017, la fréquentation touristique de la Polynésie française a progressé de 3,4 % et s'est établie à 198 959 touristes. La croissance de la clientèle accueillie en hébergement terrestre marchand (+ 4,7 %) contribue pour 3,4 points à la croissance totale.

Source : ISPF, Points forts Bilans N°5 : Le bilan du tourisme en 2017 – Novembre 2018

Polynésie française : une destination globalement très satisfaisante

Les sources non commerciales sont très importantes dans l'information sur la destination. La moitié des touristes venus en Polynésie française se sont principalement informés auprès de leurs réseaux personnels. Compte tenu de cette particularité, la satisfaction des touristes est un enjeu essentiel du développement de la fréquentation.

Source : ISPF, Points forts Études N°6 : Enquête satisfaction touristique 2017 – Novembre 2018

Nouvelle-Calédonie

Plus de 120 000 touristes en 2017

En 2017, 120 700 touristes sont arrivés en Nouvelle-Calédonie, soit une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. L'activité touristique calédonienne poursuit sa progression pour la troisième année consécutive.

Source : Isee, Analyses résultats commentés – Mai 2018

Énergie⁶¹

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Bilan énergétique de la France pour 2017

Source : SDES – Février 2019

Chiffres clés des énergies renouvelables. Édition 2019

Source : SDES – Mai 2019

61 Chapitre 2.19 du présent rapport.

Guadeloupe

Chiffre clés de l'énergie 2017

L'augmentation des consommations d'énergie amorcée en 2015 se confirme en 2017 (+1,1%). Cette évolution des consommations cache une grande disparité selon les types de sources d'énergie consommés : le domaine des transports progresse en moyenne (+ 1.5%), alors que le domaine de l'électricité diminue (-1,9%).

Source : OREC Guadeloupe – Edition 2018

Martinique

Bilan énergétique Martinique 2016

Source : Agence martiniquaise de l'énergie, Chiffres clés – Edition 2018

La Réunion

Bilan énergétique 2018 de l'île de La Réunion

Source : Observatoire Energie Réunion – Edition 2019

Polynésie française

Les dépenses en énergie des ménages polynésiens

En 2015, les dépenses des ménages en énergie domestique se sont élevées à 11,7 milliards de francs, soit en moyenne 163 000 F.CFP par an et par ménage. La part de budget est légèrement moindre que celle (4,7 %) observée en 2000 (5,3 %). L'électricité constitue 84 % des dépenses en énergie domestique.

Source : ISPF, Points forts Etudes N°8 – Janvier 2019

Nouvelle-Calédonie

Rapport d'activité DIMENC, Service énergie – 2017

L'importation de combustibles fossiles de la Nouvelle-Calédonie se monte en 2017 à 1563,42 ktep, soit un recul de -2,2% par rapport à 2016. La consommation primaire de combustibles fossiles évolue très sensiblement (+0,4%) par rapport à l'année précédente.

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie de Nouvelle-Calédonie – Édition 2018

Wallis-et-Futuna

L'eau, l'électricité et les hydrocarbures

Source : STSEE, Statistiques diverses - 2019

Environnement⁶²

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Biodiversité. Les chiffres clés

Source : SDES, Agence française pour la biodiversité, Observatoire naturel de la biodiversité – Décembre 2018

Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2017

Source : SDES – Octobre 2018

Utilisation du territoire en 2015

Les sols naturels (forêts, landes, cours d'eau, lacs, marais, mangroves) occupent plus de la moitié du territoire en Martinique, presque 60 % en Guadeloupe et 70 % à La Réunion.

Source : SSP, GraphAgri N°173 – Décembre 2018

Guadeloupe

L'état de l'environnement en Guadeloupe

Source : DEAL Guadeloupe, Actualités : chiffres-clé 2017 – Novembre 2018

Martinique

Les chiffres clés de l'environnement de la Martinique 2017

Source : Préfecture de la Martinique – Mars 2018

La Réunion

Le profil environnemental de la Réunion

Le profil environnemental est un état des lieux de l'environnement régional qui sert de référence pour l'évaluation de l'impact environnemental des projets d'aménagement, comme des documents d'urbanisme et de planification.

Source : DEAL Réunion – Mars 2018

Nouvelle-Calédonie

Zoom sur l'indicateur environnemental

Indicateurs économiques, de performance, de réussite, de croissance, etc. on en voit tous les jours dans les médias. Mais que nous disent-ils vraiment ? À l'heure du big data, toutes les activités humaines aboutissent d'une façon ou d'une autre à la production de masses d'informations qui n'ont d'intérêt que si on arrive à les « faire parler ».

Source : Observatoire de l'environnement Nouvelle-Calédonie – Juillet 2018

62 Chapitre 2.20 du présent rapport.

Transports⁶³

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Les taxis et VTC en 2016-2017

Fin 2017, le transport public particulier de personnes représentait 82 000 véhicules contre 71 500 fin 2016. Il y avait en 2016 près de 38 000 titulaires d'autorisations de stationnement pour 56 000 taxis. En province et dans les DOM, un taxi roule en moyenne 58 000 km par an, chiffre quasiment constant depuis 2010.

Source : Observatoire national des transports publics particuliers de personnes – Juillet 2018

L'activité des ports maritimes français repart en 2017

Après plusieurs années de stagnation consécutives à la crise financière de 2008, l'activité des ports maritimes français repart à la hausse en 2017. Cette reprise a surtout favorisé les marchandises conteneurisées et en roulier.

Source : SDES – Décembre 2018

Immatriculations de véhicules neufs en 2018

Source : Insee : Chiffres-clés – Février 2019

Statistiques annuelles des aéroports de 1998 à 2018

Source : Union des aéroports français – mise à jour 2019

Guadeloupe

Bilan 2014-2015

Ce numéro retrace le bilan des années 2014 et 2015 et présente les perspectives. Il en ressort une augmentation de l'activité en matière de transport, notamment aérien et maritime, mais aussi la nécessité d'accentuer les efforts dans les domaines de la circulation et sécurité routières.

Source : Observatoire Régional du transport, Chiffres & Analyses N°12

Martinique

Bilan du trafic portuaire 2016

Source : Grand port maritime de la Martinique – Octobre 2018

Guyane

Le trafic portuaire 2017 du gpm-guyane en recul de 3 %

La baisse constatée en 2017 de l'activité portuaire porte un coup d'arrêt à l'augmentation de près de 10% annuels qui s'était amorcée en 2016 (par rapport à 2015). C'est plus de 25 000 tonnes de marchandises qui manquent à l'appel au 31 décembre 2017, confirmant ainsi l'impact des mouvements sociaux de mars-avril.

Source : Grand port maritime de Guyane – Avril 2019

63 Chapitre 2.21 du présent rapport.

La Réunion

Statistiques 2018 - trafic

Source : Grand port maritime de La Réunion – 2019

Nouvelle-Calédonie

Chiffres-clés du secteur transport

Indicateurs, données historiques, transport de marchandises et de voyageurs.

Source : Isee – 2018

Wallis-et-Futuna

Statistiques diverses - Trafic maritime, Trafics aériens (international et domestique), Hydrocarbures.

Source : STSEE – juillet 2019

Agriculture⁶⁴

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

En 2016, des exploitations moins nombreuses mais plus grandes

Dans les départements d'outre-mer, le nombre d'exploitations agricoles se réduit : un peu plus de 19 000 y sont dénombrées en 2016, soit 12 % de moins qu'en 2010. Une exploitation y dispose en moyenne de 5,8 hectares contre 5,4 six ans plus tôt.

Source : SSP, Agreste Primeurs N°350 – Juin 2018

Les notes de l'observatoire de l'économie agricole dans les Dom

Thèmes abordés : les concours publics à l'agriculture ultra-marine, l'évolution des soutiens publics à l'agriculture ultramarine entre 2014 et 2015, l'évolution des surfaces agricoles et de la production dans les DOM entre 2007 et 2015, les échanges de produits agricoles et agroalimentaires dans les départements d'outre-mer, production charges et revenus des producteurs de bananes en Guadeloupe, l'agriculture biologique dans les départements d'outre-mer.

Source : ODEADOM – Février 2018

Panorama de la richesse créée et du revenu agricole dans les départements d'Outre-mer

Source : ODEADOM – Octobre 2018

64 Chapitre 2.22 du présent rapport.

Guadeloupe

Mémento de la statistique agricole 2018

Source : SSP, Agreste Guadeloupe – Novembre 2018

L'agriculture se relève après Maria

L'ouragan Maria de catégorie 5 a dévasté le sud de la Guadeloupe et a impacté l'ensemble de l'archipel dans la nuit du 18 septembre 2017. Les traces s'effacent progressivement, et l'année 2018 a été une année de mobilisation pour remettre les bananeraies en production, préserver la campagne de canne et remettre en culture les productions maraîchères.

Source : DAAF Guadeloupe, Agreste Guadeloupe – Mai 2019

Bilan marché Gourdeliane 2017

L'année 2017 est marquée par le passage de cyclones qui ont fortement impacté la production et l'offre du marché. Le volume global des produits vendus sur le marché de Gourdeliane en 2017 est estimé à 1 900 tonnes soit 6% de moins que l'an passé.

Source : DAAF Guadeloupe, Agreste N°9 – Avril 2018

La culture de la banane en Guadeloupe: Résultats de l'enquête pratiques culturales en arboriculture 2015

La culture de la banane en Guadeloupe occupe le troisième rang en terme de surface (2 400 ha source SAA 2015) après la canne à sucre et les prairies, soit 8 % de la surface agricole utile. Les parcelles implantées en variété cavendish dont la production est destinée principalement à l'exportation représentent une surface totale d'environ 2 000 ha.

Source : DAAF Guadeloupe, Agreste Guadeloupe N°9 – Avril 2018

Martinique

Mémento de la statistique agricole 2018

Source : DAAF Martinique – Novembre 2018

Pratiques culturales en 2015 : Kou d'zyé sur celles de la banane en Martinique

La filière banane représente en Martinique un peu plus de 30% des surfaces agricoles cultivées faisant de celle-ci le premier produit agricole destiné à l'exportation. D'un point de vue économique, la production de banane représente en valeur plus de 70% de la production végétale de l'île.

Source : DAAF Martinique, Agreste Dossier n°11 - Juillet 2018

Guyane

Mémento agricole 2018

Source : DAAF – Août 2018

La Réunion

État des lieux de la pêche australe en 2017

En trois ans, le chiffre d'affaires des armements de pêche australe s'est accru de 60 % et s'élève en 2017 à 129 millions d'euros. Dans le même temps, l'emploi salarié des armements a progressé de 13 % : ils mobilisent 350 salariés, dont deux tiers vivent à La Réunion. Au total, la pêche à la légine et à la langouste génère 630 emplois en équivalent temps plein (ETP) en France, dont 570 à La Réunion.

Source : Insee Analyses Réunion N°40 – Mai 2019

Mémento agricole 2018

Source : Daaf La Réunion – Octobre 2018

Mayotte

Etat des lieux de la filière « bovins lait » à Mayotte

Les objectifs de cette étude, réalisée en mai 2018 sur un panel de 43 éleveurs, étaient de mieux connaître les modes de conduite des troupeaux, d'établir les bilans en charges et produits et de déterminer en particulier les critères de rentabilité de l'atelier « lait » des exploitations.

Source : Daaf Mayotte, Agreste N°88 – Mai 2018

Mémento agricole

Source : Daaf Mayotte – Décembre 2018

Polynésie française

Le bilan de la pêche en 2016

Entre 2015 et 2016, le volume de pêche de capture recule. La pêche hauturière notamment, qui constitue les deux tiers de la production, baisse, en lien avec la diminution des captures de thon obèse. Les exportations de produits de la pêche diminuent, elles aussi, les commandes de poissons entiers frais par les États-Unis étant plus faibles.

Source : ISPF, Points forts Bilans N°3 – Février 2018

Bulletin statistique agricole 2016

Source : Direction de l'agriculture – Mai 2018

Finances publiques locales⁶⁵

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Les finances des communes en 2017

Source : SSM de la GGCL - Février 2019

⁶⁵ Chapitre 2.23 du présent rapport.

[Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2017](#)

Source : SSM de la DGCL - mars 2019

[Les finances des départements en 2017](#)

Source : SSM de la DGCL – Novembre 2018

[Les finances des régions en 2017](#)

Source : SSM de la DGCL – Novembre 2018

[Guide statistique de la fiscalité directe locale 2017](#)

Source : SSM de la DGCL – Décembre 2018

[Les collectivités locales en chiffres 2019](#)

Source : SSM de la DGCL – Mai 2019

[Diversité des communes : cinq profils budgétaires et financiers](#)

Les communes se différencient par leur volume budgétaire, leur choix en matière d'investissement, leurs moyens de financement et par leur capacité à équilibrer dépenses et recettes de fonctionnement. Elles se différencient aussi par leur taille, leur situation géographique (montagne, littoral, urbaine, rurale...) et économique (niveau de revenu de leurs habitants par exemple).

Source : DGCL, Bis N°129 – Décembre 2018

[Taxe sur le foncier bâti : quelles disparités entre collectivités ?](#)

La somme perçue par les collectivités locales au titre de la taxe sur le foncier bâti est de 495 € par habitant en moyenne en 2018 : 57 % de cette somme est destinée aux communes et à leurs groupements et 43 % aux départements.

Source : DGCL, Bis N°129 – Mars 2019

[Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales sur les finances des collectivités locales en 2019](#)

Source : SSM de la DGCL et OFGL – Juillet 2019

[Nouvelle-Calédonie](#)

[Les chiffres clés, les dépenses des administrations publiques, les recettes des administrations publiques, l'endettement des collectivités publiques, les transferts publics](#)

Source : Isee Economie Entreprises - 2018

Commerce extérieur⁶⁶

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Le chiffre du commerce extérieur

Données régionales

Source : DSECE – Direction générale des Douanes et droits indirects - 2019

L'activité des ports maritimes français repart en 2017

Source : SDES – Décembre 2018

Guadeloupe

Le commerce extérieur de la Guadeloupe en 2017

L'année 2017 est marquée par une progression de 15% des échanges globaux s'élevant à 944 M€ mais dans un cadre chroniquement déséquilibré. Avec la Caraïbe, les exportations s'intensifient !

Source : Dieccte Guadeloupe – Août 2018

Conjoncture 2017 du commerce extérieur agroalimentaire

Fin 2017, le déficit des échanges alimentaires de Guadeloupe atteint -410 M€, soit une augmentation de 30 M€ (+8%) par rapport à 2016. Le volume des importations augmente de +4 % sur la période (300 mille tonnes en 2017) alors que les exportations voient leur volume diminuer de -11 %, passant de 127 mille tonnes à 113 mille tonnes en 2017.

Source : DAAF Guadeloupe – Octobre 2018

La Réunion

Une activité limitée pour la plupart des 1 550 entreprises exportatrices

Le poids des exportations est limité dans l'économie réunionnaise : 0,8 milliard de biens et services sont exportés en 2015, soit 4,2 % du PIB. Elles sont centrées autour de trois produits phares (le sucre, la pêche et le rhum) et le ré-export de produits.

Source : Insee Analyses Réunion N°37 – Février 2019

Observatoire des importations – produits agricoles

Le volume de légumes importés en 2018 est en hausse de 3,5 % par rapport à 2017. Il s'établit à 17 540 tonnes. Les fruits importés représentent près de 20 800 tonnes en 2018. C'est 2 200 tonnes de plus qu'en 2017 (+12 %). Les importations globales de viandes en 2018 se sont portées à 39 800 tonnes, à peu près à un niveau équivalent à celui de 2017.

Source : DAAF de la Réunion, Agreste analyse – Mars 2019

66 Chapitre 2.24 du présent rapport.

[Chiffre du commerce extérieur de la Réunion 2017](#)

Source : Direction Régionale des Douanes de La Réunion – Mars 2018

[Polynésie française](#)

[Le bilan du commerce extérieur en 2017](#)

La balance commerciale de la Polynésie française se détériore en 2017 en lien avec la hausse de la demande intérieure qui croît plus vite que la production des industries locales. La valeur des exportations locales augmente de 17 %, mais ne suffit pas à rattraper la valeur des importations civiles qui augmente de 7 %.

Source : ISPF, Points Forts Bilans N°2 – Janvier 2019

[La valeur des importations civiles progresse et la valeur des exportations locales diminue](#)

En raison de l'achat d'un avion, la valeur des importations civiles augmente fortement entre septembre 2018 et septembre 2017. Hors importation de cet avion, la valeur des importations civiles est stable.

Source : ISPF, Point conjoncture N°9 – Septembre 2018

[Nouvelle-Calédonie](#)

[Les exportations couvrent plus de 60 % des importations](#)

En 2017, les exportations font un nouveau bond en avant, grâce aux ventes de nickel qui se sont renforcées et se sont conjuguées à un cours mieux orienté qu'en 2016. Les importations se redressent légèrement, tirées par les achats de combustibles qui accompagnent l'activité extractive et métallurgique.

Source : Isee – Juillet 2018

[Les données : tableaux et séries statistiques](#)

Importations, exportations, balance commerciale, recettes douanières, principaux partenaires commerciaux...

Source : Isee – 2019

[Wallis-et-Futuna](#)

[Importations 2018](#)

Source : STSEE, statistiques douanières - 2019

[Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

[Importations et exportations mensuelles depuis 2009](#)

Source : Service des douanes de Saint-Pierre-et-Miquelon - 2019

Comptabilité régionale⁶⁷

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales de 1990 à 2015

Source : Insee, Comptes régionaux base 2010 – Avril 2018

Guadeloupe

La croissance est soutenue

En 2017, le PIB en volume progresse de 3,4 %, après une légère hausse en 2016 de 0,3 %. La croissance guadeloupéenne dépasse à nouveau la dynamique nationale comme en 2015, contrairement à la Martinique dont la croissance stagne (+ 0,2 %).

Source : Insee Analyses Guadeloupe N°32 - Cerom, Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2017 – Octobre 2018

Martinique

La baisse des investissements publics freine la croissance

2017, le PIB croît de 0,2 % en volume, après – 1,2 % en 2016. Cette croissance timide est freinée, d'une part, par la baisse de l'investissement (– 3,2 % en volume) et, d'autre part, par la diminution de la dépense publique (– 2,3 % en volume).

Source : Insee Analyses Martinique N°28 - Cerom, Les comptes économiques de la Martinique en 2017 – Octobre 2018

Guyane

Consommation et investissement limitent les effets de la dégradation de la balance commerciale en 2017

En 2017, la croissance guyanaise est négative (– 1,9 %) après plusieurs années de hausse consécutive. La balance commerciale se dégrade sous l'effet conjugué de la baisse de la production due aux mouvements sociaux et de la bonne tenue de la consommation des ménages qui s'inscrit en hausse de 3 % sur un an.

Source : CEROM, Les comptes économiques de la Guyane en 2017 – Décembre 2018

La Réunion

Les comptes économiques en 2018 : la croissance décroche

En 2018, l'activité ralentit fortement à La Réunion : la progression du produit intérieur brut en volume est de + 1,7 % après quatre années de croissance autour de 3 %. Même amputé par une inflation de 1,8 % en 2018, le pouvoir d'achat total à La Réunion progresse de 0,7 % et la consommation des ménages reste le premier moteur de croissance.

Source : CEROM, Les comptes économiques de La Réunion en 2018 – Juin 2019

67 Chapitre 2.25 du présent rapport.

[Comptes économiques définitifs de La Réunion de 1996 à 2015](#)

Tous les ans une description globale et détaillée de l'économie réunionnaise. Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches ainsi que les comptes des secteurs institutionnels.

Source : Insee – Chiffres détaillés – Juillet 2019

[10 ans après la crise de 2007-2008 - La crise freine le rattrapage économique réunionnais](#)

Du fait notamment de la crise économique mondiale, La Réunion est touchée par une récession historique en 2009 et 2010. Ménages, entreprises, banques comme administrations, tous ont vu leur revenu baisser. Jusqu'en 2013, l'économie réunionnaise est en panne, avec une faible progression du PIB et des revenus. La reprise s'amorce en 2014, mais les conséquences sont toujours visibles sur l'économie réunionnaise : la croissance n'est plus aussi forte qu'avant, du fait notamment d'une productivité qui stagne. En particulier, la construction et l'industrie n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Source : Cerom – Juillet 2019

Mayotte

[2,1 milliards d'euros de PIB en 2015](#)

En 2015, le produit intérieur brut (PIB) mahorais atteint 2,1 milliards d'euros selon le premier compte définitif établi pour Mayotte. Ce PIB est largement soutenu par les dépenses des administrations publiques, la sphère marchande restant peu développée à Mayotte.

Source : Insee Flash Mayotte N°87, Les comptes économiques définitifs de Mayotte – Juin 2019

[Et pourtant les signes de relance se confirmaient en fin d'année](#)

Marquée par un attentisme des acteurs économiques en 2016, l'économie de Mayotte a fait preuve de résilience dès le début de l'année 2017, malgré de nombreuses difficultés liées à un climat social tendu, avant de retrouver des signes de relance en fin d'année.

Source : IEDOM, Note expresse N°503 – Avril 2018

[Le PIB augmente de 7,2 % en valeur – Produit intérieur brut de 2016](#)

n 2016, le PIB mahorais augmente de 7,2 % en valeur. Le pouvoir d'achat individuel progresse de 3,4 % en un an, principalement sous l'effet de la hausse des rémunérations dans la fonction publique. L'augmentation du PIB est portée par celles de la consommation des ménages et des administrations publiques. La valeur ajoutée des administrations publiques croît de 8,3 % en un an, celle générée par les sociétés de 7,0 %.

Source : Insee Flash Mayotte N°75 – Novembre 2018

Saint-Martin

Une croissance portée par l'investissement public

Après une année 2011 encore affectée par les effets de la crise économique internationale de 2008-2009, l'économie de Saint-Martin connaît un rattrapage entre 2011 et 2014. Sur cette période, le PIB par habitant progresse de 2,6 % en moyenne.

Source : Cerom, Estimation du Produit Intérieur Brut de Saint-Martin en 2014 – Mai 2018

Saint-Barthélemy

Une croissance portée par les retombées de l'activité touristique

Le PIB de Saint-Barthélemy est estimé à 367 millions € en 2014, contre 324 millions € en 2011. Le PIB par habitant s'élève ainsi à 38 994 € en 2014, contre 35 893 € en 2011, soit une croissance annuelle moyenne de 2,8 %.

Source : IEDOM, Note expresse N°513 : Estimation du Produit Intérieur Brut de Saint-Barthélemy en 2014 – Juin 2018

Polynésie française

Les comptes économiques en 2015

Le produit intérieur brut (PIB) s'établit à 573 milliards de F.CFP en 2015 soit une croissance de 3,7 % par rapport à 2014. L'ensemble des acteurs de l'économie soutiennent l'activité ; consommation et investissement sont bien orientés, l'emploi progresse pour la première fois depuis 2007.

Source : ISPF, Points Forts Bilans N°3 – Février 2019

La consommation des ménages porte la croissance du PIB en 2017

En 2017, la reprise de l'activité, observée depuis 2014, s'accélère : le Produit Intérieur Brut (PIB) progresse de 2,3 % en volume après 1,5 % en 2016 (GRAPH 1). La consommation des ménages est le principal moteur de la croissance qui est également soutenue par les exportations de biens et de services (+ 3,5 % en volume).

Source : Cerom, Les comptes économiques rapides 2017 – Juillet 2018

Nouvelle-Calédonie

Le secteur du nickel tire une croissance modeste

En 2017, la croissance calédonienne se redresse timidement après une année 2016 atone. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB) progresse de 1,0 % en volume après +0,5 % en 2016. L'estimation en valeur du PIB augmente de 2,7 % et dépasse ainsi la barre de 1 000 milliards de F.CFP

Source : CEROM, Les comptes économiques rapide de Nouvelle-Calédonie – Décembre 2018

Wallis-et-Futuna

À la recherche de leviers de croissance

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité de l'année 2016. La consommation des ménages reste stable, la baisse du prix de l'électricité ainsi que la mesure « bas salaires » mise en application au deuxième semestre 2016 contribuent au maintien de l'activité commerciale.

Source : IEOM, Note expresse N°244 – Avril 2018

Saint-Pierre-et-Miquelon

Une activité économique en quête d'une nouvelle dynamique

En 2017, l'activité économique a été soutenue par la consommation des ménages. Certains secteurs affichent un dynamisme, mais l'économie montre des signes d'essoufflement intérieur, notamment sur le financement.

Source : IEDOM, Note expresse N°511 – Mai 2018

Annexe 3 - Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires

- En Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane et à La Réunion, le recensement est réalisé à coût partagé entre l'Insee et les communes, comme en métropole. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement ; les communes préparent et réalisent ces enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Une dotation forfaitaire est versée pour cela aux communes. Afin de tenir compte des spécificités de ces territoires, son calcul est majoré de 20 % par rapport à celui des communes de métropole (461 000 € en 2018 pour l'ensemble des communes des 4 DROM), mais cette dotation s'appuie également sur un taux de réponse par internet calculé au niveau national (39 % pour l'enquête de recensement de 2018). La réalisation des enquêtes de recensement (y compris cartographie et traitements post-collecte) dans ces quatre DROM mobilise environ 20 ETP.
- À Mayotte, le recensement est intégralement à la charge de l'Insee (1 400 000 € pour celui de 2017, dont 745 000 € de rémunération des agents recenseurs). Pour le recensement de 2017, une convention établie entre l'Insee et chaque commune permettait de définir le rôle de chacun. Le rôle des communes consistait essentiellement à examiner les résultats de l'enquête cartographique préalable, à contribuer au recrutement des agents recenseurs et à fournir une assistance matérielle pour les opérations de collecte. Par ailleurs, ce sont les communes qui rémunéraient les agents recenseurs et recevaient pour cela une subvention versée par l'Insee. Un chef de mission Insee était envoyé sur place pendant 5 mois pour organiser et contrôler le recensement et calculer les populations légales. Sept superviseurs Insee étaient envoyés 8 semaines sur place pendant la collecte du recensement, pour renforcer les moyens de l'établissement Insee local. Au final, cela représentait environ 7 ETP pour l'Insee⁶⁸. Par ailleurs, l'Insee recrutait une cinquantaine de contrôleurs pour encadrer le travail des 530 agents recenseurs.

À compter de la première enquête annuelle de 2021, la répartition des travaux et responsabilités entre l'Insee et les communes sera fixée par l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité. Le recensement sera à coût partagé entre l'Insee et les communes. L'Insee organisera et contrôlera les enquêtes de recensement et les communes prépareront et réaliseront ces enquêtes. En particulier, les communes recruteront, encadreront et rémunéreront les agents recenseurs. La signature d'une convention ne sera plus nécessaire et les communes percevront une dotation forfaitaire de recensement selon les mêmes modalités que les communes des autres DROM (55 000 € par an en moyenne). Avec la mise en place d'un recensement tournant, l'enquête de chaque année porte sur un volume plus faible que celui des enquêtes exhaustives. Le service régional de l'Insee de Mayotte sera renforcé de 4 personnes, et aucun agent ne sera envoyé de métropole pour la supervision de l'enquête.

- À Saint-Pierre-et-Miquelon, le recensement est à coût partagé entre l'Insee et les communes. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement et les communes préparent et réalisent ces enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Une dotation forfaitaire est versée pour cela aux communes, calculée de la même façon qu'en métropole (16 000 € en 2016). Un chef de mission Insee est envoyé sur place pendant 7 semaines pour coordonner le recensement, puis les imprimés sont envoyés en

⁶⁸ Y compris temps d'un agent à la DG.

métropole pour y être traités en même temps que les imprimés collectés en métropole en début d'année. Cela représente environ 0,3 ETP pour l'Insee.

- À Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, le partage des rôles entre l'Insee et les communes est le même que celui des communes de Guadeloupe. Le mode de calcul de la dotation forfaitaire versée aux communes est également identique (8 000 € en 2018 au total pour les 2 COM). Les moyens consacrés par l'Insee à ces territoires pour les enquêtes de recensement sont de l'ordre d'une douzaine de jours par an. Pour Saint-Martin, une collecte décalée dans le temps a été mise en place en 2018 pour tenir compte des conséquences du passage du cyclone Irma.
- En Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, la collecte du recensement est intégralement à la charge de l'Insee. Une convention établie entre l'Insee et l'institut de statistique local (Isee en Nouvelle-Calédonie, ISPF en Polynésie française, STSEE à Wallis-et-Futuna) permet de définir le rôle de chacun et de verser à l'institut local une subvention permettant de couvrir les frais des opérations qui lui sont déléguées, y compris la rémunération du personnel de collecte embauché pour réaliser le recensement (173 000 € à Wallis-et-Futuna en 2018, 2 608 000 € en Nouvelle-Calédonie en 2019, 2 636 000 € en Polynésie française en 2017). Avec cette subvention, l'institut local met à disposition les conditions matérielles de réalisation du recensement (ordinateurs, locaux, véhicules...), assure l'impression des questionnaires et la campagne de communication, rémunère tous les acteurs de la collecte (agents recenseurs, contrôleurs, superviseurs) et produit les résultats statistiques. Il fournit également des moyens humains qui complètent ceux envoyés par l'Insee. Un chef de mission Insee est envoyé sur place, pendant 5 mois en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, pendant 8 semaines à Wallis-et-Futuna, pour organiser et contrôler le recensement et calculer les populations légales. Des superviseurs Insee sont envoyés 8 semaines sur place pendant la collecte du recensement, pour renforcer les moyens de l'institut local (7 en Nouvelle-Calédonie et 6 en Polynésie française). Un recrutement spécifique de 6 mois est réalisé à Wallis-et-Futuna pour préparer le recensement, assister le chef de mission Insee et assurer le traitement des questionnaires. En moyenne, la charge pour l'Insee de ces trois recensements représente 2 ETP par an sur les 3 années sur lesquelles sont organisés ces recensements.

Annexe 4 - Mise à disposition de résultats infra-communaux

1. Données à l'Iris⁶⁹

L'Insee produit chaque année des données à l'Iris dans le cadre des résultats statistiques du recensement de la population. Les thématiques couvertes sont variées : logements, population (sexe, âge, catégorie sociale...), diplômes, caractéristiques des ménages (taille, structure...), activité des résidents. La métropole et les DROM sont couverts. À Mayotte, des Iris ont été définis pour la première fois à partir du recensement de 2012.

Il existe également des résultats au niveau Iris sur les questions de revenus et de pauvreté pour La Réunion et la Martinique grâce au dispositif *Filosofi* (source non encore mobilisable pour les autres DROM).

2. Quartiers de la politique de la ville

Les populations communales 2013 des personnes vivant en quartiers politique de la ville ont été publiées en juin 2016. Elles sont disponibles sur le site insee.fr pour tous les quartiers prioritaires (QPV) et la couverture géographique est complète (métropole, DROM y compris Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française), du fait de la responsabilité complète de l'Insee en matière de population légale sur les DROM comme sur les COM.

Les « estimations démographiques », indicateurs qui reposent sur le recensement de la population, ont été diffusées pour la première fois sur les quartiers prioritaires métropolitains en 2015. L'Insee travaille à leur actualisation et à l'extension du champ aux DROM, avec un objectif de diffusion pour fin 2019.

Par ailleurs, l'Insee produit d'autres résultats statistiques sur les quartiers prioritaires « Politique de la ville » : nombre de demandeurs d'emploi, bénéficiaires de la couverture maladie universelle, bénéficiaires de prestations sociales, etc. Pour ces résultats, seule la France métropolitaine et La Réunion sont actuellement disponibles, du fait de la couverture actuelle du référentiel d'adresses servant de base à la géolocalisation.

Des travaux ont été engagés en 2018 pour élargir ce référentiel aux DROM d'Amérique et expertiser la qualité des adresses présentes dans les sources des partenaires externes (Cnaf, Pôle Emploi, Cnam, etc.) qui servent à élaborer ces statistiques. Ils ont permis de produire des premiers résultats sur les départements français d'Amérique, qui sont en cours d'analyse. Ils ont également permis d'identifier plusieurs pistes d'amélioration sur ce référentiel et une mission dédiée a été confiée à la direction Antilles-Guyane de l'Insee. Des améliorations sont attendues pour la fin 2019.

Pour les données relatives aux revenus et à la pauvreté, seule la France métropolitaine, La Réunion et la Martinique sont couverts à ce stade. En effet, le dispositif *Filosofi* mobilisé pour ces statistiques n'est pas jugé de qualité suffisante sur les autres DROM.

3. Données carroyées

Une première diffusion de données carroyées à partir de la source « revenus fiscaux localisés » (RFL) 2010 a été réalisée en 2013. Les données RFL sont disponibles et ont été diffusées sur les territoires de La Réunion et de la Martinique, en plus de la métropole.

Mi-2019, l'Insee a mis en ligne sur le même champ géographique une mise à jour des données carroyées avec des données fiscales millésimées 2015. À plus long terme, les données carroyées s'appuieront sur des sources différentes (recensement de la population ou Sirene), et permettraient de couvrir des DROM complémentaires en fonction des avancements des travaux sur la qualité du référentiel.

⁶⁹ L'Iris constitue la brique de base en matière de diffusion de données infra-communales. Il respecte des critères géographiques et démographiques et possède des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

Annexe 5 - Focus sur les indicateurs de convergence de la loi égalité réelle outre-mer

La loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de *programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique* précise dans son article 12 une liste d'indicateurs, parmi lesquels doivent être sélectionnés les indicateurs pour suivre les évolutions induites par les plans de convergence en vue de réduire les écarts de développement, mis en œuvre par territoire.

Hormis les indicateurs sur le produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage et les écarts de revenus par habitant, ces indicateurs sont ceux précisés dans la loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 *visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques*. Ces nouveaux indicateurs de richesse font l'objet d'un rapport gouvernemental annuel. Le troisième rapport a été publié en avril 2018. Les données figurant dans ce rapport sont essentiellement celles du millésime 2016. Toutefois, 2015 est la dernière année disponible pour une partie de celles relatives à l'endettement, plus précisément l'endettement consolidé des sociétés non financières françaises, pour les inégalités de revenus et l'espérance de vie en bonne santé.

Les indicateurs nouveaux de richesse sont également disponibles sous l'appellation 'Indicateurs de richesse nationale' sur Insee.fr, avec leurs valeurs nationales et des comparaisons avec les autres pays européens.

Indicateur national	Source	Décomposition régionale en métropole	Couverture outre-mer (DROM par DROM + COM)
Produit intérieur brut par habitant	Insee, comptabilité nationale	Régions	5 DROM <i>Le PIB est également calculé dans les COM, à un rythme différent par COM</i>
Taux de chômage	Insee, enquête Emploi	Régions, départements , taux de chômage localisé	5 DROM <i>Pour les COM, possibilité d'utiliser le volet Emploi du recensement (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-Futuna tous les 5 ans) ; enquête Emploi en Nouvelle-Calédonie depuis 2017 et en Polynésie française depuis 2018</i>
Écarts de revenus par habitant	Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux	Régions , dispositif Filosofi	La Réunion, Martinique <i>Extension possible ponctuellement aux cinq DROM à partir de l'enquête Budget des familles (2016/17 DROM historiques, 2017/18 Mayotte) + résultats 2015 en Polynésie française.</i>

Taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans, au sens du BIT	Insee, enquête « Emploi »	Pas de décomposition régionale publiée par le service statistique public de l'indicateur au sens du BIT <i>Proxy : taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans disponible pour chaque région (Insee, Recensement de la population).</i>	5 DROM <i>Extension possible à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin en utilisant le volet Emploi du recensement (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-Futuna tous les 5 ans).</i>
Effort de recherche (DIRD / PIB)	Sies, enquête « R&D » et Insee, comptabilité nationale	Régions	<i>Pas de publication DROM par DROM, seul un agrégat « outre-mer » est publié du fait du secret statistique. Le champ de l'enquête « R&D » couvre les COM.</i>
Dette publique brute au sens de Maastrich / Dette brute consolidée des sociétés non financières / Endettement des ménages rapportés au PIB	Insee, comptabilité nationale et Banque de France.	Sans objet <i>L'indicateur est de nature macroéconomique et ne donne pas lieu à des estimations régionales.</i>	Sans objet <i>Les cinq DROM et Saint-Martin sont intégrés, mais il n'existe pas de déclinaison régionale de ces résultats nationaux.</i>
Espérance de vie en bonne santé	Insee, État civil et enquête européenne SILC-SRCV	Pas de décomposition régionale publiée par le SSP <i>Extension possible : nouvelles régions. Proxy : espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes, disponible pour chaque région (Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil).</i>	Néant <i>Extension possible à partir de l'extension 2018 aux quatre DROM historiques de l'enquête SRCV. Proxy : espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes, disponible pour chacun des cinq DROM.</i>
Satisfaction dans la vie	Insee, enquête européenne SILC-SRCV	Pas de décomposition régionale publiée par le SSP Le CGET a utilisé une méthode d'estimation sur petits domaines pour produire des indicateurs sur les anciennes régions. <i>Extension possible : nouvelles régions.</i>	Néant <i>Extension possible à partir de l'extension 2018 aux quatre DROM historiques de l'enquête SRCV .</i>

<p>Écart de revenus (rapport entre la rémunération totale des 20 % des ménages les plus aisés, et celle des 20 % des ménages les plus modestes)</p>	<p>Insee, enquête Revenus fiscaux et sociaux</p>	<p>Régions, dispositif Filosofi</p>	<p>La Réunion, Martinique</p> <p><i>Extension possible ponctuellement aux cinq DROM à partir de l'enquête Budget des familles (2016/17 DROM historiques, 2017/18 Mayotte) + résultats 2015 en Polynésie française.</i></p>
<p>Pauvreté en conditions de vie, ou privation matérielle</p>	<p>Insee, enquête européenne SILC-SRCV</p>	<p>Pas de décomposition régionale publiée par le SSP</p> <p><i>Extension possible : nouvelles régions.</i></p>	<p>Néant</p> <p><i>Extension possible à partir de l'extension 2018 aux quatre DROM historiques de l'enquête SRCV .</i></p>
<p>Sorties précoces du système scolaire</p>	<p>Insee, enquête « Emploi »</p>	<p>Pas de décomposition régionale publiée par le SSP</p> <p><i>Proxy : part des jeunes de 15-24 ans non insérés (ni en emploi ni en études) et part des jeunes de 20-24 ans sans diplôme disponibles pour chaque région (Insee, Recensement de la population)</i></p>	<p>5 DROM</p> <p><i>Extension possible à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon en utilisant le volet Formation du recensement (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-Futuna tous les 5 ans).</i></p>
<p>Empreinte carbone (émissions de gaz à effet de serre induites par la consommation de la population)</p>	<p>SDES et Citepa (comptes d'émissions dans l'air), Insee (tableaux entrées-sorties de la comptabilité nationale), Douanes (importations et exportations en valeur), AIE (émissions de GES à l'échelle internationale)</p>	<p>Sans objet</p> <p><i>L'indicateur est de nature macroéconomique et ne donne pas lieu à des estimations régionales.</i></p> <p><i>Proxy : potentiel de réchauffement climatique disponible pour chaque région.</i></p>	<p>Sans objet</p> <p><i>L'indicateur est de nature macroéconomique et ne donne pas lieu à des estimations régionales.</i></p> <p><i>Proxy : potentiel de réchauffement climatique disponible pour les quatre DROM historiques.</i></p>
<p>Artificialisation des sols</p>	<p>SSP, enquête Teruti-Lucas et SDES, CORINE Land Cover</p>	<p>Régions, Corine Land Cover</p>	<p>5 DROM</p>

Annexe 6 - Bilan des accords-cadres DGom-Insee

Période 2013 – 2015

Année de conventionnement	Année de collecte	Opération	Territoires couverts	Coût Insee (collecte - euros)	Participation DGom (euros)	Autres partenaires financiers	Publications réalisées	Lien vers les publications
2015	2016	Enquête Entreprises Mayotte Pilier 3	Mayotte	367 000	52 000		Publication régionale, février 2018	https://www.insee.fr/fr/statistiques/3320117
2015	2015	Enquête de comparaison spatiale des prix	cinq DROM	435 000	41 000		Insee Première au niveau national, publications régionales, avril 2016	Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908400 Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908453 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908423 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908449 Mayotte : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908414 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908163
2015	2015	Enquête Migration-Famille-Vieillesse	Mayotte	884 000	60 000	Ined (maîtrise d'ouvrage), Collectivité territoriale de Mayotte	Publication régionale, mars 2017	https://www.insee.fr/fr/statistiques/2656589
2015	2015	Enquête Patrimoine	La Réunion	343 000	59 000		Publication régionale, janvier 2018 et février 2019	https://www.insee.fr/fr/statistiques/3309901 https://www.insee.fr/fr/statistiques/3719737
2014	2015	Enquête cadre de vie et sécurité	Antilles-Guyane	959 000	194 000		Insee Première au niveau national, publications régionales, janvier 2017	Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2565363 Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2563586 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2564785 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2563376
2014	2014	Enquête Formation et Qualification professionnelle	Guadeloupe-La Réunion	592 000	99 000		Publications régionales, novembre 2017 et décembre 2018	Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3681017 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3050957
2014	2014	Enquête Information et vie quotidienne	Martinique	433 000	53 000		Publication régionale, décembre 2016	https://www.insee.fr/fr/statistiques/2530706
2014	2014	Enquête entreprises	Mayotte	274 000	55 000	AFD	Publication régionale, février 2016	https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908443
2013	2013	Enquête Logement	Guyane	116 000	40 000		Publication régionale, mai 2017	https://www.insee.fr/fr/statistiques/2844999
2013	2012	Enquête Information et vie quotidienne	Mayotte	267 000	60 000		Publication régionale, février 2014	https://www.insee.fr/fr/statistiques/1291829

Période 2016 - 2018

Année de conventionnement	Année de collecte	Opération	Territoires couverts	Coût Insee (collecte - euros)	Participation DGom (euros)	Autres partenaires financiers	Publications réalisées	Lien vers les publications
2018	2018	Enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie	Antilles-Guyane et La Réunion	686 000	241 000		Publications régionales, décembre 2020	
2018	2017-2018	Enquête Budget de Famille Mayotte	Mayotte	264 000	60 000		Publication régionale, mars 2020	
2016	2017	Enquête Technologies de l'information et de la communication	Antilles-Guyane et La Réunion	234 000	106 000		Publications régionales et nationale, juin 2019	Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4177886 Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175696 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4173254 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4174498
2016	2016-2017	Enquête Budget de Famille	Antilles-Guyane et La Réunion	1 225 000	245 000		Publications régionales, mars 2020	